

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● TRANSPORT DE MARCHANDISES
SUR RAILS

La SNTF veut encourager
les entrepreneurs
économiques à faire
ce choix

(P4)

ATTENDU DEPUIS DES MOIS

Macron en déplacement en Algérie le 6 décembre



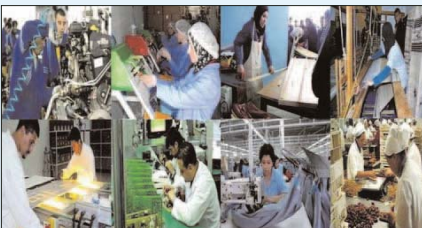
Le Président français Emmanuel Macron a indiqué mardi qu'il se rendrait en Algérie le 6 décembre, pour la première fois depuis son élection en mai, une visite qui n'a pas été confirmée officiellement à Alger. M. Macron a fait cette annonce de manière impromptue lors d'un déplacement à Tourcoing (nord), en répondant à l'interpellation d'un habitant lors d'un bain de foule.

(Lire en Page4)

● AFIN D'ENCOURAGER LES JEUNES ENTREPRENEURS

Près de 30% des marchés
seront réservés en leur
faveur

(P3)



● PROJET DE LOI DES FINANCES 2018

Les réformes contenues dans
le texte saluées

(P5)

● VENEZUELA

Dans quelles mains est la
dette extérieure ?

(P18)

YÉMEN

10 morts à Aden, l'EI revendique une attaque suicide



Dix personnes ont été tuées et de nombreuses blessées mardi dans une attaque menée à l'aide d'une voiture bourrée d'explosifs contre un poste de sécurité à Aden, deuxième ville du Yémen, a indiqué un haut responsable de la sécurité.

L'attaque a été revendiquée par le groupe Etat islamique (EI) via l'application Telegram, affirmant qu'il s'agissait d'une attaque suicide menée par un kamikaze yéménite.

"Huit membres des forces de sécurité et deux civils ont été tués dans l'explosion d'une voiture piégée dans le quartier central d'Abdelaziz", a déclaré à l'AFP le chef de la sécurité d'Aden, Shalal Shaya.

"Il y a de nombreux blessés, certains dans un état grave", a-t-il dit.

Le poste de sécurité visé était occupé par des forces yéménites entraînées par les Emirats arabes unis, l'un des piliers de la coalition sous commandement saoudien qui intervient dans la guerre civile au Yémen depuis mars 2015.

Cette coalition se bat sur deux fronts: au nord, elle mène une guerre, en appui aux forces gouvernementales, contre des rebelles accusés de liens avec l'Iran et qui sont maîtres de la capitale Sanaa; au sud, elle combat des jihadistes d'Al-Qaïda et de l'EI.

Mardi matin, dans la ville méridionale d'Aden, des témoins ont rapporté une puissante explosion, suivie de tirs, avec des bâtiments endommagés et des restes humains sur la chaussée.

Un incendie s'est déclaré dans un bâtiment, selon des images tournées par un journaliste de l'AFP. La mosquée Zayed ben Sultan, située à proximité, a été endommagée.

Le 6 novembre, les forces de sécurité yéménites avaient mis fin à une attaque à Aden également revendiquée par l'EI, suivie par une prise d'otages, au prix de combats ayant fait 29 morts dans leurs rangs et six parmi des civils.

Aden et le sud du Yémen sont plutôt une zone d'implantation d'Al-Qaïda qui a profité de la guerre entre rebelles et gouvernement pour y renforcer son influence.

CATALOGNE

Rajoy appelle à faire perdre les indépendantistes aux élections

Le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a affirmé mardi qu'il travaillerait pour que les indépendantistes catalans perdent les élections régionales prévues le 21 décembre et appelé à une participation "massive" lors du scrutin.

"Nous allons travailler pour que les formations indépendantistes ne gagnent pas", a assuré le dirigeant conservateur lors d'une interview sur la radio COPE, alors que les partis politiques de Catalogne préparent cette semaine leurs listes électorales.

Ces élections font partie des mesures annoncées par le gouvernement espagnol lors de la mise sous tutelle de la Catalogne, décidée le 27 octobre après la proclamation d'indépendance du parlement catalan, immédiatement dissous tandis que le gouvernement régional était destitué. M. Rajoy a lancé "un appel à une participation massive", afin que les partis favorables au maintien de la Catalogne en Espagne puissent s'imposer.

Sa formation, le Parti populaire (PP), n'était arrivée qu'en cinquième position lors des dernières élections régionales en Catalogne en 2015.

M. Rajoy a expliqué que ces élections étaient organisées pour permettre "d'arrêter l'application" de l'article 155 de la Constitution, qui permet la mise sous tutelle de la Catalogne.

Il a toutefois laissé planer le doute sur le délai exact de cet arrêt, soulignant que le vainqueur du scrutin, quel qu'il soit, "devra respecter la loi".

Huit des quatorze membres du gouvernement catalan indépendantiste destitué sont en détention provisoire dans le cadre d'une enquête pour rébellion, sédition et détournement de fonds publics. Le président destitué Carles



Puigdemont, actuellement à Bruxelles et réclamé par la justice espagnole, compte se présenter aux élections à la tête d'une liste intitulée Ensemble pour la Catalogne, qu'il veut transversale et plus large que son parti, le PDeCAT.

Tous les anciens dirigeants catalans, y compris ceux qui sont emprisonnés, "peuvent se présenter aux élections, car ils n'ont pas été déclarés inéligibles" par la justice, a rappelé M. Rajoy. Néanmoins, ils ont été "délégitimés politiquement" pour avoir "trompé les citoyens de Catalogne", en affirmant par exemple qu'il n'y aurait pas de fuite d'entreprises et que l'Europe appuierait la cause sécessionniste, a estimé le chef du gouvernement espagnol.

Plus de 2.400 entreprises ont transféré leur siège social hors de la région depuis le référendum d'autodétermination du 1er octobre interdit par Madrid. La prévision de croissance pour 2018, abaissée à 2,3% en raison de la crise catalane, pourrait être relevée jusqu'à 3% si la situation se normalise, a affirmé M. Rajoy.

ETUDE

Ce que peut faire la consommation régulière des fruits à coque

Des personnes consommant régulièrement une variété de fruits à coque comme des noix paraissent avoir moins de risque de maladies cardiovasculaires comparativement à celles en mangeant rarement ou jamais, selon une étude publiée lundi dans une revue américaine spécialisée.

Même des cacahuètes, qui sont des arachides, procurent des bienfaits pour les artères et le coeur, démontre l'étude. Les chercheurs ont examiné les dossiers médicaux, le mode de vie et les habitudes alimentaires de plus de 210.000 employés de services de santé.

Pendant une période de suivi de plus de vingt ans, 14.136 de ces personnes ont développé une pathologie cardiovasculaire, dont 8.390 une maladie coronaire et 5.910 ont eu un accident vasculaire cérébral (AVC).

Comparativement aux participants de l'étude mangeant rarement ou jamais des fruits à coque, ceux qui en consommaient une portion de 28 grammes au moins cinq fois par semaine couraient 14% moins de risque de pathologie cardiovasculaire et avaient 20% moins de chance de développer une maladie coronaire, conclut l'étude. "Consommer une

variété de fruits à écale au moins quelquefois par semaine est bon pour la prévention de maladies cardiovasculaires", souligne Shilpa Bhupathiraju, une nutritionniste à la faculté de santé publique de l'université Harvard (Massachusetts), principal auteur.

Mais, souligne-t-elle, il ne faut pas en manger trop car ils sont riches en calories. La recherche déconseille aussi les fruits à coque salés. La consommation régulière de ces aliments est liée à une réduction des maladies cardiaques, du diabète et de l'hypertension artérielle, rappellent les auteurs.

EN S'INVESTISSANT DANS UNE "VILLE INTELLIGENTE"

Bill Gates ambitionne de mettre la technologie au service de la ville

Belmont Partners, l'une des sociétés d'investissement contrôlées par Bill Gates, le fondateur de Microsoft, vient d'investir 80 millions de dollars (68,5 millions d'euros) dans la construction d'une "ville intelligente" dans l'Arizona.

Bill Gates ambitionne de mettre la technologie au service de la ville

À terme, sur le terrain de 10.100 hectares acquis par Belmont Partners, devrait voir le jour une "ville intelligente" nommée Belmont. Selon le projet, 1.500 hectares devraient

être dédiés aux immeubles de bureaux et aux commerces. 190 hectares accueilleront des écoles et 200.000 hectares seront voués au logement.

Le projet prévoit également "un modèle d'infrastructure souple", mais la firme ne détaille pas en quoi il va consister pour le moment. "Belmont créera une communauté avant-gardiste avec, à sa base, des communications et une infrastructure intégrant les dernières technologies. Ces dernières s'appuieront sur des réseaux numériques haut débit, des data centers, de nouvelles tech-

nologies de fabrication et de distribution, des véhicules autonomes et des centres logistiques autonomes", peut-on lire dans le communiqué annonçant le projet.

Belmont sera située à 45 minutes de voiture de Phoenix, la principale ville de l'Arizona. Pour Bill Gates, cette situation est idéale, puisque l'autoroute Interstate-11 entre Phoenix et Las Vegas, dont le projet a été arrêté, passera par Belmont.

Si Bill Gates s'intéresse aux "villes intelligentes", ce n'est pas un hasard. Il ne s'agit pas seulement de villes à empreinte

GUERRE CONTRE LA DROGUE

Trudeau et Duterte parlent des droits de l'homme

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a annoncé mardi avoir évoqué auprès du président philippin Rodrigo Duterte les graves violations présumées des droits de l'homme commises dans le cadre de sa sanglante "guerre contre la drogue".

Cette déclaration intervient au lendemain d'une rencontre bilatérale entre M. Duterte et son homologue américain Donald Trump, lequel n'a selon le gouvernement philippin pas dit un mot des accusations de meurtres commis dans le cadre de cette campagne controversée contre les stupéfiants. "J'ai également mentionné les droits de l'homme, l'Etat de droit, et en particulier les meurtres comme étant des sujets qui préoccupent le Canada", a déclaré M. Trudeau aux journalistes à Manille, en relatant la teneur de son entrevue avec le chef de l'Etat philippin. "J'ai insisté auprès de lui sur la nécessité du respect de l'Etat de droit".

M. Duterte, 72 ans, avait été élu après avoir promis d'éradiquer le trafic de drogue en faisant abattre jusqu'à 100.000 trafiquants et toxicomanes présumés. Depuis son arrivée au pouvoir voici 16 mois, la police a annoncé avoir abattu 3.967 personnes. Des inconnus ont tué 2.290 suspects dans des affaires de drogue. Des milliers d'autres personnes ont été abattues dans des circonstances non élucidées, selon les chiffres de la police. Mais le président reste très populaire auprès des Philippins qui estiment que la sécurité s'est améliorée grâce à son action.

Les organisations de défense des droits de l'homme avaient exhorté les dirigeants étrangers se rendant à Manille pour deux sommets régionaux à faire pression sur M. Duterte sur la question des droits de l'homme.

Mardi, M. Trudeau a expliqué que son pays était connu pour mettre sur la table avec les autres nations la question des droits de l'homme. Prié de dire comment M. Duterte a réagi, le Premier ministre canadien a parlé d'échanges "cordiaux et positifs", assurant: "le président s'est montré réceptif à mes propos."

environnementale réduite (des déplacements urbains optimisés, préférence pour les transports "doux", obtention continue et automatisée de données sur l'état de la ville sur tous les aspects (circulation routière, présence de déchets, qualité de l'air...).

À terme, une fois la phase initiale de mise en place passée, le fonctionnement d'une ville basée sur ces technologies permettra de faire des économies de taille et de générer de nouveaux leviers de croissance, et donc de stimuler les échanges économiques.

AFIN D'ENCOURAGER LES JEUNES ENTREPRENEURS

Près de 30% des marchés seront réservés en leur faveur

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Noureddine Bedoui, a affirmé lundi, que la part de l'entrepreneuriat chez les jeunes dans les différents programmes de développement et les projets nationaux et locaux connaîtra une augmentation de près de 30 % pour accompagner et encourager ces jeunes promoteurs.

Intervenant à l'ouverture des travaux de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat à l'École supérieure d'Hôtellerie de Ain Benian en présence des ministres de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Mohamed Mebarki, et de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, ainsi que du Conseiller à la présidence de la République, Mohamed Ali Boughazi, le ministre a précisé que la part de l'entrepreneuriat national chez les jeunes dans les différents programmes de développement et les projets nationaux et locaux estimée actuellement à 20 % pourrait être augmentée à près de 25 % ou 30 %, ajoutant que l'entrepreneuriat des jeunes a "prouvé son efficacité en matière de concrétisation des projets nationaux et locaux".

Le ministre a indiqué que les pouvoirs publics s'attelaient à travers les moyens locaux, notamment au niveau des régions des Hauts-Plateaux et du sud, à la création de dizaines de zones d'activité pour les mettre au service de projets réalisés par de jeunes entrepreneurs et promoteurs en vue de relancer l'économie.

La création de ces zones vitales a pour objectif de booster l'entrepreneuriat chez les jeunes pour soutenir les mécanismes et l'accompagnement mis en place par l'Etat en vue de permettre la réalisation de projets nationaux dans ces zones au profit des jeunes.

Le ministre a réitéré par ailleurs la volonté de l'Etat à accompagner l'entrepreneuriat chez les jeunes afin de relever le défi dans ce domaine.

"Nous sommes convaincus que

1^{ÈRE} RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL ALGÉRO-RUSSE

Temmar en Russie pour y prendre part

LE MINISTRE de l'Habitat, de l'urbanisme et de la ville, Abdelwahid Temmar, effectue les 14 et 15 novembre une visite de travail à Moscou pour participer à la 1^{ère} Réunion du groupe de travail Algéro-russe. La tenue de la 1^{ère} Réunion du groupe de travail algéro-russe vient en application des dispositions du Mémoire d'entente conclu le 27 avril 2016 entre l'Algérie et la Russie sur la promotion de la coopération en matière de construction, d'urbanisme, d'habitat et d'équipements publics.

Les deux parties se pencheront lors de la réunion sur les moyens de développer le partenariat et de faciliter la mise en oeuvre des projets communs dans le domaine de la construction et des infrastructures publiques.

R. N.



le développement et la construction de l'économie nationale sont entre les mains de ces jeunes entrepreneurs porteurs de projets qui jouissent de grandes capacités et du sens de l'innovation", a déclaré le premier responsable du secteur.

M. Bedoui a rappelé les différents programmes et réformes engagés par l'Etat à l'effet d'assurer un climat propice à la mise en oeuvre de projets d'entrepreneuriat par les jeunes en Algérie et les aider à relever le défi.

Il a souligné à ce propos que l'Etat avait placé les jeunes au cœur des réformes et mécanismes", faisant remarquer que cette démarche s'inscrivait en droite ligne de la vision du président de la République qui considère que tous les défis économiques doivent être relevés par les jeunes, notamment dans cette conjoncture financière que connaît l'Algérie et plusieurs autres pays.

Le ministre a appelé les pouvoirs publics et privés à accompagner les jeunes promoteurs diplômés des universités et instituts de formation pour les aider à concrétiser leurs projets, en leur garantissant toutes les facilités et moyens nécessaires.

Des efforts sont en cours pour surmonter les difficultés financières et faciliter le contact avec les responsables locaux et de wilaya, afin d'accorder aux jeunes entrepreneurs "toutes les facilités, à travers la mise en place de mécanismes idoines et leur accompagnement dans la concrétisation de leurs projets".

L'Algérie demeure ouverte devant les jeunes promoteurs parmi les membres de la communauté nationale établie à l'étranger pour les aider à concrétiser leurs idées innovatrices visant à construire une économie forte, a affirmé le ministre.

Placée sous le thème "le défi", la manifestation de la semaine mondiale d'entrepreneuriat qui durera jusqu'au 19 novembre s'inscrit dans le cadre de "la promotion des initiatives de jeunes en termes de formation, d'orientation et d'accompagnement des porteurs de projets", selon les organisateurs.

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

Une caravane entrepreneuriale a été lancée à l'occasion, et a pour principal objectif "l'information

et la sensibilisation du plus grand nombre possible de jeunes quant aux différentes opportunités de travail disponibles dans notre pays et la levée du défi en menant une révolution entrepreneuriale à même de contribuer à la réalisation du développement durable et économique", a précisé le ministre de la Jeunesse et des Sports, El-Hadi Ould Ali.

"Nous avons rencontré, lors du passage de notre caravane, une élite de jeunes porteurs de projets définis que nous avons encouragés dont de jeunes entrepreneurs ayant lancé leurs projets et des responsables de différentes entreprises d'appui, d'emploi et de création d'entreprises, en vue d'encourager l'échange et la concertation, tout en consolidant la solidarité entre les jeunes autour de cette première opération du genre créatrice de postes d'emploi et source de développement, à travers notamment la création d'activités génératrices de profits", a précisé le ministre. D'autre part, Mohamed Ali Boughazi a précisé que la manifestation qu'abrite l'Algérie intervient dans un "contexte que vit l'Algérie et le monde où il n'y a pas de place pour les faibles ou les paresseux mais une place pour l'invention, l'innovation et la technique".

Les jeunes sont la flamme et l'énergie de la nation pour la relance et l'invention dans un monde qui vit un rythme effréné en terme de technique et de modernité notamment l'ère de l'économie du savoir, a-t-il dit. Il a également mis en exergue les efforts de l'Etat qui a mobilisé, a-t-il dit, toutes les potentialités en vue d'atteindre "un saut qualitatif" en matière d'enseignement, ajoutant que cette énergie est celle qui "aide à transporter l'Algérie d'une situation à une autre".

Organisée pour la septième fois en Algérie par le ministère de la Jeunesse et des Sports en coordination avec le réseau entrepreneuriel global, la manifestation vise "à mettre en avant les conditions de création de l'entreprise, la relation entre l'université et les instituts de formation dans ce domaine, les moyens de mobiliser les ressources et de présenter les différents programmes et de promouvoir la culture entrepreneuriale et le développement de la compétitivité aux niveaux local et régional".

Kamal R.

LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

Les unités nationales en question

On pourrait dire que d'une manière générale, les pays musulmans et d'une manière particulière, les pays arabes, se plaisent à se donner en spectacle sur la scène internationale, et jouent des pièces qui sont écrites ailleurs. Ces pays sont animés par des fils qui en font des marionnettes.

Comment casser un pays musulman ? Les puissances occidentales n'ont plus besoin de l'envahir pour y parvenir. Il suffit d'étudier les modes d'emploi des stratégies d'influence lors des campagnes électorales pour comprendre que ce sont les musulmans (ou plutôt les Arabes eux-mêmes) qui induisent des éléments de correction des doctrines militaires et subversives des puissances occidentales. Les partis politiques, là où il y a des élections, contactent les chefs de tribu, les représentants d'ethnie ou de confession, et l'affaire est gagnée. Pour diviser ou rendre instable le pays ciblé, pour le rendre extrêmement vulnérable, détruire sa cohésion, le mener vers sa désintégration, ou à tout le moins vers une guerre civile interminable, il n'est plus utile de l'envahir, il suffit de manipuler les facteurs confessionnels, identitaires et ainsi le plonger dans le chaos, avec l'idée qu'en réalité, il ne peut pas y avoir un chaos reconstruit.

Ceux qui ne le subissent pas, parlent de chaos constructeur, de régression féconde, le traduisent par l'expression "en chaque jour, malheur est bon" et recommandent la résignation en attendantqu'il pousse des dents à la poule. Le patriotisme communautaire est devenu suprême, au-dessus de tous les autres patriotismes. Alors, l'Etat-communautaire passe avant l'Etat-Nation. Les pays arabes sont en train de mettre leur unité en péril.

Les désintégrations se suivent, les premières produisant inévitablement les secondes et ainsi de suite... comme la fission nucléaire qui ne s'arrête pas quand elle est amorcée. C'est comme le terrorisme, c'est un phénomène transfrontalier. Les pays arabes et africains n'ont pas intérêt à la désintégration du Mali, à la sécession du Nord. Avec le précédent soudanais, l'Irak qui en est sur le chemin, accompagné par la Libye, peut-être la Syrie, toutes les unités vont se rompre... L'Algérie n'a bien sûr pas intérêt, vraiment aucun intérêt à ce que au Mali, l'amorce du processus de désintégration de l'union nationale malienne aille jusqu'à son aboutissement, c'est-à-dire la sécession.

Un dangereux précédent après le cas soudanais où la révolte du Sud contre le Nord a provoqué la perte de l'union territoriale. Le Soudan Sud s'est séparé du Soudan Nord et a acquis son indépendance. On dit que le Président soudanais a été très fragilisé par le mandat d'arrêt international émis par la Cour Pénale Internationale. On dit également que cette scission était préméditée par les colons britanniques qui géraient le Nord musulman et le Sud chrétien comme s'il s'agissait de deux peuples différents. L'alliance opérée par le général président soudanais avec les islamistes menés par Tourabi avait davantage encouragé le Sud chrétien à se révolter contre la volonté du Nord islamiste à imposer la charia au Sud chrétien. Une telle révolte face à un processus de déculturation, soit un génocide culturel et confessionnel annoncé ne pouvait que mener à la séparation. L'Afrique connaît en la matière une effervescence tourmente. Pratiquement, l'Afrique est approchée sous l'angle des conflits intra étatiques. Désormais, le monde arabe n'est pas en reste. Des ethnies multiples et des confessions différentes sont rendues incompatibles dans leur cohabitation au sein des pays africains. Les mêmes problèmes au sein des pays arabes. Le Liban n'est pas près de se réveiller dans l'unité, l'Irak non plus, n'oublions pas la Libye, la Somalie, la Tunisie, un début au Maroc, alors que des pays musulmans ont perdu leur unité politique, soit l'Afghanistan, le Pakistan.

L'OCI, qui regroupe les pays musulmans (alors qu'il y a des minorités non musulmanes), la Ligue arabe (alors qu'il y a des minorités qui se disent non arabes), l'UMA (mêmes remarques) sont des coquilles vides.

Certains des pays arabes, dit-on, ont pratiquement transféré leurs responsabilités de défense et de politique extérieure sur les Etats-Unis. On dit même que l'abondant équipement militaire, en qualité et en quantité, acquis auprès des Etats-Unis serait du matériel pré positionné pour servir directement aux militaires américains en cas de besoin dans la région. Rappelons tout de même une évidence, à savoir que la Ligue arabe n'est pas les Etats-Unis Arabes.

En Palestine, le parti palestinien Hamas de fait a fait sécession, le parti Hizbollah marque une disponibilité à la sécession au Liban, ou plutôt offre l'occasion aux manipulations identitaires et religieuses au Liban, sous l'impulsion de dirigeants israéliens, l'Irak fonctionne presque comme un Etat en partition, le président Mubarak ayant déjà et publiquement accusé les chiites irakiens de se sentir plus iraniens qu'irakiens. Reprise des actes de forces kurdes-turcs en n'oubliant pas que les Kurdes d'autres pays limitrophes n'abandonnent pas certainement le rêve de se réunir, le monde arabe va vite entrer dans une longue nuit de doute.

Le doute est justifié compte tenu qu'il y a actuellement en cours la mise en oeuvre d'une politique d'éternels affrontements entre les chiites et les sunnites, soit un affrontement que les contradictions et passions religieuses poussées à l'extrême et liées à des enjeux géopolitiques ne promettent pas de s'éteindre. N'oublions pas la encore que les chiites sont présents dans les pays pétroliers arabes, et qu'ils sont en force (majoritairement) notamment dans une province saoudienne fortement pétrolière incluse dans ce qui est appelé l'arc chiite.

N. B.

ATTENDU DEPUIS DES MOIS

Macron en déplacement en Algérie le 6 décembre



Le Président français Emmanuel Macron a indiqué mardi qu'il se rendrait en Algérie le 6 décembre, pour la première fois depuis son élection en mai, une visite qui n'a pas été confirmée officiellement à Alger.

M. Macron a fait cette annonce de manière imprévue lors d'un déplacement à Tourcoing (nord), en répondant à l'interpellation d'un habitant lors d'un bain de foule.

A Alger, la directrice de la Communication de la présidence algérienne, Farida Bessa, interrogée par l'AFP, a simplement souligné qu'il n'y avait "aucun communiqué officiel pour l'instant".

Le président français Emmanuel Macron effectuera le 6 décembre prochain une visite en Algérie, a-t-on appris mardi auprès d'une source autorisée du ministère des Affaires étrangères.

"Suite aux consultations entre les institutions algériennes et françaises compétentes, la visite en Algérie du président de la République française, M. Emmanuel Macron a été fixée pour le 6 décembre prochain", a indiqué la même source à l'APS. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian s'était rendu dimanche à Alger, où il avait rencontré son homologue Abdelkader Messahel, dans le cadre du Comité mixte écono-

mique France-Algérie (Comefa). En mai, le président algérien Abdelaziz Bouteflika avait félicité M. Macron pour son "élection bien méritée", affirmant que le peuple français avait "distingué un ami de l'Algérie".

Emmanuel Macron avait suscité la polémique en France pendant la campagne présidentielle en qualifiant, lors d'un déplacement en Algérie, la colonisation française de "crime contre l'humanité". Un mois après sa prise de fonctions en mai, M. Macron s'est entretenu par téléphone, avec le président de la République Abdelaziz Bouteflika, où il a souligné "son attachement et sa volonté de construire un rapport d'amitié et de confiance avec l'Algérie, partenaire stratégique pour la

France". "A cette occasion, les deux chefs d'Etat ont relevé avec satisfaction les dispositions convenues entre les deux pays pour dynamiser les projets communs de coopération et de partenariat, notamment en prévision de la visite d'Etat du président Macron en Algérie dans les prochaines semaines", souligne la même source. "Les présidents Bouteflika et Macron ont également procédé à un échange de vues sur les voies et moyens de nature à concourir à l'accélération de la mise en œuvre de l'accord d'Alger pour la paix et la réconciliation au nord du Mali, accord dont l'Algérie est chargée du suivi de l'application, en association avec d'autres partenaires internationaux du Mali, dont la France", ajoute, laconique, le

communiqué de la présidence de la République. C'est le deuxième appel téléphonique entre les deux présidents en l'espace de quelques jours.

Le 9 juin dernier, ils ont souligné dans un entretien "leur détermination commune pour conjuguer leurs efforts en vue d'extirper le terrorisme de la région du Sahel", a indiqué la présidence de la République dans un communiqué. "Les présidents Abdelaziz Bouteflika et Emmanuel Macron ont procédé à un échange de vues sur la situation en Libye et au Mali et ont souligné leur détermination commune pour conjuguer leurs efforts en vue d'extirper le terrorisme de la région du Sahel", précise la même source. "L'entretien a été l'occasion pour les deux chefs d'Etat de souligner leur volonté de consolider les relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et la France", ajoute le communiqué. "Dans ce contexte, le président français, Emmanuel Macron, a confirmé son projet de visite en Algérie dans les prochaines semaines", note le communiqué de la présidence de la République.

Cette visite en Algérie du président français a été évoquée à plusieurs reprises ces derniers mois, sans jamais se concrétiser jusqu'ici.

Asma H.

AU 1^{ER} SEMESTRE 2017

Les recettes fiscales pétrolières en nette hausse

Les recettes de la fiscalité pétrolière effectivement réalisées au 1^{er} semestre 2017 ont enregistré une hausse de près de 27% par rapport à la même période de 2016, tandis que les dépenses budgétaires ont connu une tendance baissière, selon le ministère des Finances. Entre janvier et fin juin 2017, les recettes fiscales pétrolières recouvrées ont augmenté à 1.121,3 milliards de dinars (mds DA) contre 883,14 mds DA sur la même période de 2016.

Cette hausse intervient dans le sillage de l'augmentation des cours pétroliers qui avaient largement dépassé les 50 dollars au 1^{er} semestre sachant que la Loi de finances 2017 (LF 2017) a été élaborée sur la base d'un prix référentiel de baril de pétrole à 50 dollars.

Pour rappel, la LF 2017 table sur une fiscalité pétrolière annuelle de 2.200 mds DA. Quant aux ressources ordinaires, elles ont enregistré une forte hausse de l'ordre de 75%

en se chiffrant à 2.500,8 mds DA au 1^{er} semestre 2017 contre 1.433,4 mds DA au 1^{er} semestre 2016. Dans le détail, les ressources ordinaires sont composées de recettes fiscales ordinaires (1.433,6 mds DA contre 1.335,8 mds DA), de recettes ordinaires (137 mds DA contre 94,62 mds DA), des recettes d'ordres, dons et legs (15 millions de DA contre 21 millions de DA) ainsi que des recettes exceptionnelles (930,4 mds DA contre 3 mds DA).

Ainsi, les recettes budgétaires globales (fiscalité pétrolière et ressources ordinaires) effectivement réalisées ont atteint 3.622,05 mds DA contre 2.316,6 mds DA, en hausse de plus de 56% entre les deux périodes de comparaison. La LF 2017 prévoit des recettes budgétaires annuelles de 5.635,5 mds DA. Pour ce qui est des dépenses budgétaires effectivement engagées entre janvier et fin juin 2017, il est constaté qu'elles ont connu un recul de plus de 5% par rapport à la même période de 2016. En effet, elles se sont éta-

blies à 3.876,5 mds DA contre 4.100,3 mds DA avec un recul à la fois des dépenses de fonctionnement et celles d'équipement.

Les dépenses de fonctionnement ont diminué à 2.473,16 mds DA contre 2.527,7 mds DA, en baisse de 2%.

Quant aux dépenses d'équipement, elles ont reculé à 1.403,3 md DA contre 1.572,5 md DA, en baisse de près de 10%.

La LF 2017 prévoit des dépenses budgétaires de 6.883,2 mds DA (des dépenses de fonctionnement de 4.591,8 mds DA et des dépenses d'équipement de 2.291,3 mds DA).

Pour ce qui est du solde du Trésor public, son déficit a fortement diminué au 1^{er} semestre 2017 comparativement au même semestre de l'année précédente.

Son déficit a été de 384 mds DA contre un déficit 1.769 mds DA, en baisse de l'ordre de 78% entre les deux périodes de comparaison.

La LF 2017 a prévu un déficit du Trésor public de 1.297 mds DA sur l'année en cours.

Rida Ch.

TRANSPORT DE MARCHANDISES SUR RAILS

La SNTF veut encourager les entrepreneurs économiques à faire ce choix

Utiliser les rails pour transporter sa marchandise, est une chose vraiment peu fréquente en Algérie, où plusieurs opérateurs économiques préfèrent d'autres voies afin d'accomplir cette mission. Pour améliorer cette situation, la question qui se pose est comment inciter les opérateurs économiques nationaux à confier le transport de leurs marchandises à la Société nationale des chemins de fer algériens ? Le directeur général de la

SNTF, Yacine Ben Abdallah, estime que certains parmi ces derniers sont "déconnectés", en d'autres termes pas très renseignés sur ce type d'acheminement, estimant, toutefois, que la mise en place d'une inter-modalité entre tous les moyens de transport contribuerait à changer leur mentalité.

S'exprimant à une journaliste de la chaîne 3 de la Radio algérienne, ce dernier juge indispensable de revoir certaines lois, tout comme il abonde dans le

sens de l'introduction d'une tarification "unique" pour les divers modes de transport.

M. Benabdallah estime, en outre, nécessaire d'introduire des modèles de manutention efficaces en faisant notamment en sorte que les bateaux de marchandise, tout comme les ports, soient mieux adaptés aux modes de transport par rail. Il considère utile, d'autre part, d'introduire des systèmes modernes de manutention, de même que de prendre en compte l'aspect

informatique relatif à la gestion des modalités de cette activité, autant d'aspects, dit-il, qui sont nécessaires à la maîtrise de l'aspect logistique d'enlèvement et d'acheminements du fret. Appuyé sur un réseau de 12.000 kilomètres, reliant différentes régions d'Algérie, le rail dispose de tous les atouts pour se présenter en alternative aux autres moyens de livraison de marchandises, note l'auteur du reportage.

Mourad N.

INVESTISSEMENTS EN HYDROCARBURE

Le P-DG de NOC invite Sonatrach à se réinstaller en Libye

LE P-DG de la compagnie libyenne de pétrole (NOC), Moustafa Sanalla, a déclaré lundi à Washington qu'il comptait sur le retour de Sonatrach en Libye avec l'amélioration progressive de la situation sécuritaire dans ce pays.

"Nous comptons sur le retour du groupe pétrolier algérien (Sonatrach) en Libye avec l'amélioration de la situation sécuritaire", a déclaré M. Sanalla à l'APS en marge d'un forum économique sur la coopération transatlantique, organisé à Washington par le Think Tank américain Center for Transatlantic Relations en collaboration avec la Chambre de commerce américaine.

Le groupe algérien est présent en Libye à travers sa filiale Sipex, qui opère dans deux blocs d'exploration à Ghadamès, et a dû ensuite se retirer de ce pays dans le sillage du chaos politique et sécuritaire libyen.

M. Sanalla relève que les découvertes réalisées par Sonatrach dans ces deux blocs sont appréciables et marquent aussi la volonté des deux groupes pétroliers à renforcer leur coopération.

"Nous voulons renforcer nos relations bilatérales", a ajouté M. Sanalla qui dit "souhaiter un retour rapide" de Sonatrach en Libye, en rappelant au passage sa visite en Algérie en juin dernier, et les entretiens qu'il a eus avec les responsables du secteur énergétique algérien.

Le patron de la NOC précise que plusieurs compagnies pétrolières, y compris Sonatrach, sont en train de suivre l'évolution de la situation sécuritaire pour pouvoir se prononcer sur leur retour. Entre-temps, certaines compagnies sont retournées pour reprendre leurs investissements dans le pays, a-t-il dit.

Le responsable libyen a souligné au cours de ce forum que la coopération algéro-libyenne dans le domaine de l'énergie constituait un exemple d'intégration économique au Maghreb. M. Sanalla qui s'exprimait au cours de la première session du forum, consacré au climat des affaires au Maghreb, a réfuté le constat établi par quelques panélistes, selon lequel l'intégration maghrébine demeurait dérisoire, en relevant que la coopération pétrolière entre l'Algérie et la Libye illustrait la volonté des deux pays à renforcer davantage leurs relations économiques. Outre les travaux d'exploration menée par Sonatrach en Libye, le patron de la NOC a évoqué dans son intervention les discussions en cours avec Sonatrach pour l'exploitation des gisements frontaliers d'Alrar. "On est en train de se mettre à table pour revoir les conditions d'exploitation de ces gisements des deux côtés", a déclaré, pour sa part, à l'APS le conseiller du P-dg de Sonatrach, Mahieddine Taleb, présent à ce forum. "L'objectif est de parvenir à un programme de développement commun des gisements, acceptable par Sonatrach et la NOC", a-t-il ajouté.

Hamza B.

PROJET DE LOI DES FINANCES 2018

Les réformes contenues dans le texte saluées

Lors de leur débat sur le projet de loi de finances 2018 (PLF), les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN), intervenant lundi à cette discussion, ont estimé que le PLF 2018 était porteur de dispositions susceptibles de préserver les acquis sociaux et dégeler les projets vitaux en dépit de la conjoncture économique et financière difficile que traverse le pays.

Le député Akacha Chaïf du parti du Front de Libération nationale (FLN) a indiqué que la loi de finances 2018 est un projet qui équilibre entre toutes les exigences de la conjoncture et consacre la volonté de l'Etat à préserver les acquis sociaux en maintenant le budget des affectations sociales, ajoutant que le projet encourageait la recherche de ressources de financement additionnelles hors hydrocarbures.

L'intervenant a mis l'accent sur l'importance d'encourager l'investissement dans le secteur agricole et de lutter contre la spéculation, appelant le gouvernement à accorder un intérêt particulier à ce secteur et à prendre des mesures répressives contre les bénéficiaires de terres agricoles non exploitées.

M. Chaïf n'a pas écarté que les augmentations prévues dans le PLF 2018 puissent avoir une réaction négative qui pourrait favoriser le phénomène de l'évasion fiscale.

Pour sa part, le député Ferhat Arghib de la même formation politique a précisé que le projet de loi visait à concrétiser les grands objectifs du développement, saluant les réformes struc-

turelles contenues dans le projet qui maintient le caractère social de l'Etat. De son côté, le député Yahia Kebir (RND), a mis en avant que la loi est intervenue dans un contexte économique difficile suite aux contraintes financières et à la récession des ressources financières outre l'instabilité des prix du pétrole, une telle situation qui oblige l'Etat à réfléchir à des mécanismes alternatifs pour faire face à cette situation.

Il a également précisé que le projet de loi se distingue par l'octroi de priorités au budget d'équipement, ce qui reflète l'attention accordée par le gouvernement aux programmes de soutien et de consolidation de l'investissement en dépit des circonstances difficiles. Le projet de loi a adopté la rigueur dans la dépense des fonds publics et il a entamé des réformes structurelles dans les secteurs productifs en vue de créer la richesse, tout en maintenant l'aide sociale et la relance des mécanismes de suivi pour les projets gelés en vue de contribuer à la croissance économique, a-t-il dit.

SUBVENTIONS AUX PLUS NÉCESSITEUX

D'autre part, des députés ont appelé à trouver des solutions économiques à même de générer des revenus au Trésor au lieu de recourir à une augmentation des prix des produits énergétiques, laquelle pourrait impacter le pouvoir d'achat du citoyen, insistant sur l'importance d'orienter les subventions de l'Etat vers les ayants-droit. Le député du parti du Front de libération nationale (FLN), Hadj Hamadache a appelé à la prise de mesures supplémentaires inhérentes à la gestion du budget, affirmant que le gouvernement devrait concentrer ses efforts pour parvenir "à des solutions alternatives efficaces qui lui permettraient de surmonter cette conjoncture difficile au lieu d'instituer une hausse des prix".

L'intervenant a salué les recommandations prévues dans le rapport préliminaire de la Commission des finances et du budget de l'APN, notamment en ce qui concerne l'entame de réformes économiques et financières structurelles pour booster l'investissement.

Le député Ahmed Chaalal (FLN) a insisté, quant à lui, sur l'importance de rattraper les disparités

entre les wilayas induites par le gel de certains projets, notamment dans les wilayas intérieures, appelant à réinjecter les affectations financières gelées non encore exploitées pour lancer le processus de réalisation. Concernant l'impôt sur la fortune (ISF), M. Chaalal a indiqué qu'il ne s'y opposait pas, préconisant toutefois une révision du plafond de la fortune proposé et l'orientation des subventions de l'Etat aux ayants-droit.

Ismail Mimoune, du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a affirmé que la réforme du système budgétaire de l'Etat répondait désormais à un impératif économique et politique, déplorant l'absence d'un mécanisme d'évaluation des investissements subventionnés par l'Etat.

Il a ajouté que la taxe sur les produits pétroliers aura un impact direct sur le pouvoir d'achat du citoyen, appelant à la réorientation de l'aide de l'Etat vers les catégories vulnérables.

Par ailleurs, M. Mimoune a estimé qu'il fallait inscrire la finance islamique au titre de la loi sur la monnaie et le crédit, amendée récemment, au lieu de la loi de finances, appelant à la promotion et au développement du financement à travers la bourse.

Le député Abdelkader Bidi du même parti a appelé à penser à une économie alternative, au lieu de focaliser sur les mesures financières et fiscales dont l'augmentation des prix des carburants qui aura, selon lui, un impact sur le pouvoir d'achat du citoyen, d'autant qu'elle n'est pas accompagnée d'une revalorisation des salaires".

M. Bidi s'est interrogé sur l'utilité du maintien des transferts sociaux, s'ils ne reviennent pas aux ayants-droit.

Il a déploré le fait que le port de Djen Djen "soit davantage un espace d'importation que d'exportation".

Sur le plan local, le député a appelé à l'accélération de la réalisation des projets de logements et de raccordement de plusieurs villages au réseau de gaz naturel.

UN CHOIX SALUÉ

Après avoir rappelé que le PLF 2018 intervenait dans une conjoncture économique difficile, le député Abderrahmane Yahia du RND a salué le choix du gouvernement de recourir au



financement non conventionnel qui permettra le remboursement des créances des entrepreneurs.

Le député s'est félicité de la hausse de 8% du taux des transferts sociaux, en particulier dans une conjoncture régionale et internationale "difficile", ce qui garantira la préservation des acquis sociaux et dissipera les appréhensions et les tensions.

M. Yahia a appelé à un examen approfondi des projets pour éviter leur réévaluation, estimant que la dépréciation du dinar face au dollar constituait une faiblesse et une perte pour les investisseurs et pourrait freiner la cadence de réalisation des projets.

La députée Houria Oulebsir de la même formation politique a appelé, de son côté, à établir une liste des ayants-droit devant bénéficier des subventions de l'Etat, pour leur répartition équitable.

La députée a estimé que le plafond fixant la fortune soumise à impôt, "est très haut" comparé aux prix du foncier, soulignant que certains citoyens possédaient des biens non rentables et n'étaient, de ce fait, pas en mesure de payer l'impôt.

Le député Djebbar Tazir du mouvement El Infatih a plaidé pour plus de vigueur dans la dépense

des deniers publics et pour la redynamisation du mécanisme de contrôle de la mise en œuvre des programmes de développement, appelant à la nécessité de revoir tous les projets gelés au niveau des wilayas du Sud. De son côté le député Ahmed Seliâa du groupe des indépendants, a appelé à la prise de mesures pour réformer le système bancaire et accélérer l'élaboration de lois conformément à la nouvelle Constitution.

Le député Rabah Mokhtar du parti El Karama a mis l'accent sur la nécessité de trouver des solutions à la question de la subvention, soulignant la "mauvaise répartition" des projets et des deniers publics entre les communes.

De son côté, la députée Nadia Yafssah du Parti des Travailleurs a estimé que les augmentations des prix du carburant prévues dans le PLF constituait "une déclaration de guerre sociale".

La séance de mardi sera consacrée aux interventions des présidents des groupes parlementaires. La réponse du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, aux interrogations des députés interviendra dans l'après-midi, selon le programme de l'APN.

Nesrine M.

COOPÉRATION ALGÉRO-ESPAGNOLE

Le Secrétaire d'Etat espagnol aux Affaires étrangères en Algérie

LE SECRÉTAIRE d'Etat espagnol aux Affaires étrangères, Ildefonso Castro Lopez, entame mardi une visite de travail de deux jours en Algérie, s'inscrivant dans le cadre des consultations politiques régulières algéro-espagnoles, indique le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

"L'approfondissement du dialogue politique entre les deux pays", en application du traité d'Amitié, de Bon voisinage et de Coopération, conclu entre les deux pays en octobre 2002, figure au centre des entretiens de M. Castro Lopez avec le Secrétaire général du MAE. Noureddine Ayadi, selon la même source.

Cette visite, la première en Algérie du responsable espagnol, permettra également, de procéder à "une évaluation globale des relations bilatérales notamment dans la perspective de la tenue de la 7^{ème} réunion de Haut niveau algéro-espagnol, prévue en 2018 à Alger", ajoute-t-on.

Les deux responsables feront, par ailleurs, le point sur la coopération dans les différents secteurs et procéderont à un échange de vue sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Au cours de cette visite, le Secrétaire d'Etat espagnol sera reçu par le ministre des Affaires Etrangères Abdelkader Messahel avec lequel il passera en revue le partenariat algéro-espagnol et les grandes échéances bilatérales ainsi que les questions internationales d'intérêt commun. Il sera, en outre, reçu en audience par le Premier ministre Ahmed Ouyahia, auquel il remettra un message du président du Gouvernement espagnol.

S. H.

LE DG DE LA CAISSE NATIONALE D'ÉQUIPEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT :

"Un partenariat Etat - Secteur privé pour financer des équipements publics"

Déjà annoncé en 2014, un projet de loi tendant à donner corps à un partenariat entre les secteurs public et privé, sous la forme d'un outil alternatif de financement des équipements publics, attend de recevoir l'aval du gouvernement. Le DG de la Caisse nationale d'équipement pour le développement explique qu'à travers celui-ci, le secteur privé se verra confier des responsabilités en matière de conception, de financement, de réalisation et d'exploitation d'une infrastructure économique ou sociale, "four-

nissant des services aux citoyens". Accueilli, mardi à l'émission l'Invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio algérienne, M. Amar Grine signale que tous les secteurs d'activité offrant une attractivité aux investisseurs pourront être éligibles à ce type de partenariat, citant pêle-mêle, ceux de la santé, des transports, de la gestion de l'eau ou bien encore de la production d'énergie. Il signale que nombre de pays confrontés ou non à des contraintes budgétaires, ont habituellement recourus à ce mode de financement où, en cas

de dépassements de coûts, d'allongements de délais ou de mauvaise préparation des projets, tous les risques se trouvent transférés à la partie privée.

Le directeur général de la CNED souligne, par ailleurs, que la mise en branle de ce partenariat avec le privé, qu'il soit national ou étranger, pour financer des équipements publics, "dont l'Etat gardera le contrôle", pourrait représenter "un appoint" pour relancer des projets économiques gelés par suite de la crise financière.

Kh. M.

GHARDAÏA

Un milliard de DA pour parachever la route de contournement de la vallée du M'zab

Une enveloppe d'un milliard de dinars est consacrée dans la loi de finance 2018 au parachèvement du projet structurant de l'axe routier de contournement de la vallée du M'zab, a appris lundi l'APS du directeur des travaux publics (DTP) de la wilaya de Ghardaïa. Ce projet infrastructurel d'évitement de la vallée du M'Zab (regroupe 4 communes), qui a connu un retard dans son achèvement suite à un problème de financement, sera pris en charge par le budget 2018 a assuré Ali Tegggar.

Long de 52 km, cet axe routier prend origine à l'entrée de la nouvelle zone urbaine d'Oued N'Chou (15 km au nord de Ghardaïa) et contourne les agglomérations d'Oued-N'Chou, Bouhraoua (Ghardaïa) et Sidi-Abbaz (Bounoura) pour finir à l'intersection de la RN-1 (Ghardaïa/El Menea) avec la RN-49 (Ghardaïa/Ouargla).

Au plan accessibilité et connectivité, cette voie de contournement comprend une bifurcation avec



la RN-1, un échangeur à l'entrée nord d'Oued-N'Chou (en cours de réalisation), 03 ouvrages d'art, 14 dalots et une chaussée revêtue de 8 mètres de large avec des accotements 2x2 mètres achevés mais nécessitant une reprise et un bitumage, a-t-il fait savoir le responsable de la DTP.

Reliant les grands axes routiers desservant le Sud du pays, ce projet permettra de soulager la circulation sur la RN-1 traver-

sant la vallée du M'zab, notamment les communes de Ghardaïa et de Bounoura, caractérisées par une forte concentration du trafic de poids lourds.

Ce qui réduira considérablement la pollution et offrira aux quelque 6.000 véhicules dont 35 % de poids lourd qui l'empruntent chaque jour une infrastructure moderne disposant d'équipements et de signalisation assurant confort et sécurité, selon le

même responsable.

"Les retombées économiques du projet sont importantes sur les agglomérations et sur la circulation de transit en termes de gain de temps, de parcours et de coût de transport", a indiqué M.Tegggar. Cette route de contournement vient répondre à des besoins pressants en capacités supplémentaires d'écoulement du trafic imposés par la quasi-saturation du tronçon de la route traversant les zones urbanisées et désengorger la vallée du M'zab, explique-t-il. Ce contournement de la vallée du M'zab est jugé "vital" par les pouvoirs publics afin de faire face au développement du trafic routier entre le nord et le sud du pays et permettre au trafic lourd, en particulier les convois exceptionnels des secteurs de l'hydraulique et énergétique, une fluidité rapide et sécurisante.

L'achèvement des travaux de cette route et sa mise en service sont prévus pour 2019, fait-on savoir.

Fouad H.

RELIZANE

Un montage de 10 000 voitures à l'usine Volkswagen de Sidi Khettab

UN MONTAGE de 10 000 voitures a été réalisé à l'usine de Volkswagen depuis son ouverture le 27 juillet 2017 à Sidi Khettab (20 km au nord de Relizane), a-t-on appris jeudi lors d'une visite effectuée par le wali de Relizane, Nacéra Brahimi dans cette unité.

Le directeur chargé de la gestion de l'usine, Mokhtar Naili a indiqué, en marge de cette visite, que le montage inclut quatre marques de ce label dont Volkswagen, Skoda et Seat.

Un staff technique jeune composé de 556 employés dans les domaines de la mécanique, de l'électricité auto et de la peinture a contribué à ce montage, a-t-il fait savoir rappelant que l'usine a été réalisée dans le cadre d'un protocole d'accord entre le groupe "Sovac" et la firme allemande "Volkswagen" signé fin novembre 2016.

Cette usine a été construite dans la zone industrielle de Sidi Khettab sur une superficie de plus de 150 hectares pour un investissement de plus de 20 milliards de dinars (près de 170 millions d'euros), selon la direction de wilaya de l'industrie et des mines.

Sa capacité de production est estimée à 12.000 véhicules durant la première année (2017) pour atteindre 100.000 après cinq ans.

Le taux d'intégration est de 15 pour cent actuellement pour atteindre 40 pc dans cinq ans, a-t-on indiqué, ajoutant que cette usine contribuera, à l'avenir, à la création de 1.400 emplois directs et indirects au profit des habitants de la région et des wilayas voisines.

R.R.

Nesrine K.

POUR LA PROTECTION DE LA RICHESSE FAUNISTIQUE

La préservation durable de l'écosystème soulignée à Tamanrasset

Les participants à une rencontre scientifique "écosystèmes, biodiversité et écodéveloppement durable", tenue cette semaine à Tamanrasset, ont souligné la nécessité de préservation durable de l'écosystème pour la protection de la richesse faunistique de la région. Ils ont mis en avant la nécessité d'accorder davantage d'intérêt à la préservation, de manière scientifique et durable, de l'écosystème à travers cette étendue (Tamanrasset) du territoire national, en vue de protéger les diverses colonies et groupes d'animaux qui y élisent domicile. Les intervenants, des experts et universitaires algériens et étrangers, représentants des organismes de recherches, ont relevé que le milieu saharien et son cli-

mat sont favorables à un écosystème des plus importants, à travers l'existence d'une richesse avifaune, de lacs, de ressources hydriques et d'une richesse faunistique. Ces spécificités requièrent, estiment-ils, leur protection à travers l'encouragement et l'accompagnement des activités afférentes à l'environnement en vue d'assurer la durabilité de ces groupes d'animaux.

Les séminaristes ont, eu égard à leur impact sur l'écosystème, mis l'accent sur la nécessité de recherches sur les répercussions "dangereuses" engendrées par les essais nucléaires menés par la France coloniale dans cette région saharienne et les voies de prise en charge des populations affectées. L'espace saharien est très favorable au développement

des activités d'élevage aquatique, au regard de ses retombées positives sur le développement durable, ont estimé les participants à cette rencontre organisée au centre universitaire Hadj Moussa Agh Akhamoukh, à l'initiative de l'université "Houari Boumediene" des sciences et technologies USTHB (Alger). Dans son intervention, Amina Bouamra, de l'USTHB, a estimé qu'"il appartient, au regard du patrimoine touristique et écologique que renferme la région de Tamanrasset, d'encourager le tourisme écologique en vue d'ancre la conscience de préservation du milieu et garantir la durabilité de la biodiversité". Ce regroupement a été mis à profit pour la signature d'une convention de coopération entre

l'USTBH et le centre universitaire de Tamanrasset portant sur le développement des échanges scientifiques et académiques entre ces deux institutions.

Selon le président du séminaire, Abdeslam Arab, cette rencontre scientifique vise, entre autres objectifs, la présentation et l'enrichissement des exposés scientifiques réalisés par les chercheurs et experts, l'examen des voies d'échange scientifique entre universités algériennes et étrangères sur le thème. Cette rencontre, dont la première édition avait été organisée à Toulouse (France), suivie d'autres en Algérie, a regroupé des experts et des chercheurs s'intéressant au domaine de la biodiversité et de l'écosystème.

TIZI-OUZOU

L'absence d'écriture dans la société amazighe, un préjugé colonial

Dire que la société amazighe avait une tradition strictement orale et ne disposait pas d'écriture est "un préjugé véhiculé par le colonialisme français", a souligné, à Tizi-Ouzou, l'universitaire Mohand Akli Hadibi. Ce sociologue et maître de conférences à l'université Mouloud Mammeri, qui participait à un colloque international sur "les savoirs et renouvellement des connaissances socio-anthropologiques et historiques sur le Maghreb", organisé par cette même université, a estimé qu'il y a lieu de "reconsidérer cette idée reçue quant à l'inexistence de l'écriture dans la société amazighe".

Dans sa communication intitulée "les implications épistémologiques de la présence/absence du fait de l'écriture dans l'anthropologie des sociétés amazighes", M. Hadibi a souligné qu'il y avait un savoir écrit transmis par des institutions locales que le colonialisme français, et

avant eux les colonisateurs qui se sont succédé en Afrique du nord, se sont appliqués à effacer.

Citant entre autres régions d'Algérie ayant été victimes de cette destruction du savoir écrit local, le cas de la Kabylie, le conférencier a observé que cette dernière qui disposait "d'une assise de savoir traditionnel, a subi une violence physique qui s'est traduite par la destruction des bibliothèques qui y existaient ce qui a entraîné l'abolition de l'arsenal qui permettait de produire, de reproduire, de transmettre et de préserver les savoirs écrits".

Les zouafias qui étaient parmi les institutions détentrices de ce savoir écrit et qui étaient à la tête de plusieurs mouvements d'insurrection contre le colonialisme français étaient la cible de ce dernier qui les a détruites, a rappelé M. Hadibi tout en observant que la destruction des Habous qui permettait la préservation et le maintien dans le temps de tout ce savoir

écrit, répondait à cette visée coloniale.

"Cette destruction a été accentuée par un travail de dévalorisation des productions manuscrites qui existaient en les plaçant notamment dans le strict champ religieux, évitant de parler des autres disciplines y compris scientifiques (mathématiques, médecine, juridiques) qui étaient enseignées par le système local", a-t-il relevé. Le but étant d'effacer toute trace de civilisation et du système local de transmission de savoir par le démantèlement des supports qui permettait une assise de l'élite locale pour lui substituer son propre système d'enseignement, a-t-il indiqué.

"Si l'idée de l'oralité a fini par s'imposer comme évidence dans le champ des études amazighes, quelques exemples font toutefois apparaître la présence importante de pratiques scripturaires", a relevé ce sociologue qui a choisi de citer un seul cas parmi tant d'autres, la Bibliothèque du cheikh El Mouhoub Oulahbib. La biblio-

thèque de cet éminent savant du XIXe siècle, né en 1822 à Beni Ouartilane et grand collectionneur d'ouvrages, était riche de plus de 1.000 manuscrits qui ont failli disparaître durant la période coloniale lorsque l'armée française l'a incendiée en 1957.

"Des manuscrits ont pu être sauvés grâce à une femme, Zhira, la bru du cheikh, qui a transporté sur son dos tout ce qu'elle a pu arracher aux flammes".

Un total de 642 ouvrages traitant de l'astronomie, de la logique, de la littérature et de la poésie, des mathématiques, de l'agriculture, de la linguistique, mais aussi des actes notariés, des documents imprimés dont des bulletins de vote de l'époque, et des manuscrits écrits en tamazight, et dont certains remontent au 16ème siècle ont pu ainsi être sauvés pour témoigner aujourd'hui de l'existence d'un savoir écrit, a observé M. Hadibi.

Idir A.

PÉTROLE

La durée de prolongation d'un accord Opep/non-Opep en discussion

Les pays producteurs de pétrole devraient prolonger à l'unanimité fin novembre un accord de réduction de la production, mais la période de prolongation fait encore l'objet de discussions, a indiqué lundi le ministre de l'Energie des Emirats arabes unis.

Lors d'une conférence sur le pétrole à Abou Dhabi, Suheil al-Mazrouei a salué le consensus des producteurs autour de cet accord. "Je pense qu'ils continueront à faire ce qu'il faut" pour rééquilibrer le marché, a-t-il déclaré.

Il a dit qu'il y avait une quasi-unanimité aujourd'hui sur la prolongation entre les 24 producteurs Opep et non-Opep qui s'étaient mis d'accord il y a un an pour réduire la production de 1,8 million de barils par jour afin de stabiliser le marché, engorgé par une surabondance de l'offre.

"Je n'ai pas entendu une personne parler" d'une non-prolongation de cet accord, mais la période de prorogation "fera l'objet de discussions lorsque nous nous rencontrerons", a-t-il ajouté. Les ministres de l'Opep doivent se réunir formellement fin novembre à Vienne pour discuter d'une prolongation de l'accord de réduction de la production au-delà de mars 2018. L'Arabie saoudite et la Russie, autre grand producteur mondial de pétrole, y sont favorables.

A Vienne, il sera aussi question d'imposer des quotas de production à trois pays qui en avaient été jusqu'ici exemptés: Libye, Iran et Nigeria. "J'espère que nous parviendrons à un accord qui conduira à une plus grande stabilisation et davantage d'investissements dans le marché", a poursuivi le ministre des Emirats, quatrième producteur de l'Opep. Il a estimé que la montée des tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran, qui font tous deux partie de l'Opep, n'empêcherait pas une prolongation de l'accord de réduction de la production.

Ce dernier a permis une remontée des prix du brut à plus de 64 dollars le baril, contre 40 dollars il y a un an, et les stocks accumulés depuis 2014 ont considérablement diminué.

'PIRE CYCLE DE BAISSÉ'

Présent à Abou Dhabi, le secrétaire général de l'Opep Mohammed Barkindo a déclaré que l'accord de réduction de la production avait produit de solides résultats face "au pire cycle

de baisse des prix dans l'histoire". "Il y a des indications claires montrant que le marché se rééquilibre à un rythme accéléré", a dit M. Barkindo à cette conférence annuelle appelée ADIPEC.

Selon lui, la stabilisation du marché est liée à une combinaison de facteurs, notamment la baisse des stocks de brut et une augmentation de la demande mondiale.

M. Barkindo a fait état de discussions pour "institutionnaliser" la coopération entre pays membres et non-membres de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole).

Le secrétaire général de l'Opep a par ailleurs appelé les nouveaux producteurs, y compris les États-Unis avec leur pétrole de schiste, à oeuvrer à un accord plus large pour sécuriser l'avenir de l'énergie.

En marge de l'ADIPEC, le géant pétrolier des Emirats, l'Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC), a annoncé son intention de céder pour la première fois en bourse une participation minoritaire d'une de ses filiales, celle en charge de la distribution des carburants et des stations-service.

L'ADNOC semble suivre la voie tracée par Aramco, le géant national pétrolier saoudien qui mettra 5% de ses parts en vente à la Bourse en 2018.

LES SIGNES D'UN RÉÉQUILIBRAGE SE CONFIRMENT

Le marché pétrolier montre des "signes croissants" de "rééquilibrage", a jugé l'Opep, qui a une nouvelle fois révisé ses prévisions de croissance de la demande pour cette année et 2018, tandis que la production d'or noir devrait croître moins fort. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) table désormais sur une hausse de la consommation d'or noir de 1,53 million de barils par jour (mbj) cette année à 96,94 mbj, contre 1,45 mbj auparavant, selon son rapport mensuel sur le marché.

Le cartel constate notamment une demande meilleure qu'anticipée en Chine au troisième trimestre.

L'an prochain, la consommation est attendue en hausse de 1,51 mbj, soit 130.000 bj de mieux que la prévision publiée en octobre, du fait d'attentes plus optimistes en Europe, dans la région Asie-Pacifique et dans certains pays africains. En parallèle, l'Opep a revu à la baisse ses prévisions de croissance de la production d'or noir, montrant des "signes croissants que le marché pétrolier avance doucement vers un rééquilibrage".

Cette année, les pays non membres du cartel devraient certes pomper 650.000 barils par jour de plus que l'an dernier à 57,67 mbj, mais c'est 20.000 barils par jour de moins que ce que prévoyait l'Opep dans son précédent rapport.

Et l'an prochain, ils produiront 870.000 barils par jour (bj) de

plus, mais l'Opep s'attendait auparavant à 940.000 bj supplémentaires.

La production de l'Opep est, elle attendue à 33 mbj cette année.

En octobre, cette dernière a baissé de 151.000 bj à 32,59 mbj, selon des sources secondaires, un niveau toujours supérieur au "plafond" de 32,5 mbj que l'organisation s'est fixé fin 2016, dans le cadre d'un accord entre ses membres et certains autres grands pays producteurs de pétrole, comme la Russie.

L'organisation doit se réunir à la fin du mois pour discuter de l'avenir de cet accord qui court actuellement jusqu'en mars 2018.

En octobre, la production non-opep a augmenté de 68.000 mbj à 64,12 mbj. Au total, la production mondiale de pétrole a augmenté de 53.000 mbj par rapport à septembre, à 96,71 mbj.

Autre signal positif pour le marché, les stocks commerciaux de l'OCDE, qui pèsent sur les cours de l'or noir, ont diminué à 2,985 millions de barils. Cela reste 154 millions de barils au-dessus de leur moyenne sur les cinq dernières années, mais ils étaient montés à 380 millions au-dessus de cette moyenne début 2016.

LE PÉTROLE TERMINE EN ORDRE DISPERSÉ

Le pétrole coté à New York et à Londres a terminé en ordre dispersé lundi, partagé entre des commentaires favorables à une prolongation de l'accord de réduction de la production de pétrole des pays producteurs de brut et inquiet d'une hausse de la production américaine.

Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en décembre, référence américaine du brut, a gagné 2 cents pour clôturer à 56,76 dollars sur le New York Mercantile Exchange.

Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a reculé de 36 cents pour finir à 63,16 dollars.

"Le marché anticipe pleinement une prolongation de l'accord de réduction de pétrole" des pays producteurs, a indiqué Bill O'Grady de Confluence Investment.

Lors d'une conférence sur le pétrole à Abou Dhabi lundi, le ministre de l'Energie des Emirats arabes unis a salué la probable reconduction de l'accord de réduction de la production de brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses partenaires.

"Je pense qu'ils continueront à faire ce qu'il faut" pour rééquilibrer le marché, a affirmé Suheil al-Mazrouei, affirmant ne pas avoir "entendu parler d'une non-prolongation".

La prorogation de l'accord "fera l'objet de discussions lorsque nous nous rencontrerons", a-t-il ajouté.

Les membres de l'Opep et leurs partenaires producteurs de brut sont liés par un accord de réduction pétrolière dans le but de rééquilibrer l'offre et la demande

et de faire remonter les prix. L'accord court jusqu'en mars 2018, mais sa prolongation devrait être au menu des discussions lors d'une série de réunions à Vienne le 30 novembre.

Les investisseurs craignent dans le même temps une hausse à venir de la production américaine. Le nombre de puits de forage en activité aux États-Unis la semaine dernière a témoigné d'une nette progression de la production de pétrole à court et à moyen-terme.

Selon le décompte hebdomadaire de la société américaine Baker Hughes publié vendredi, le nombre de puits de pétrole actifs dans le pays a progressé de 9, rattrapant ainsi la baisse marquée observée la semaine précédente (-8 puits).

Ces données laissent penser que les sociétés américaines produisant du pétrole de schiste ont décidé d'accroître de nouveau leur activité du fait de la récente reprise des cours, ont noté les analystes de Commerzbank.

Un autre motif d'optimisme est venu soutenir les prix lundi, les prévisions de hausse de la consommation d'or noir cette année.

Selon l'Opep, la consommation d'or noir augmentera de 1,53 million de barils par jour (mbj) cette année à 96,94 mbj, contre une croissance estimée à 1,45 mbj auparavant, selon son rapport mensuel sur le marché.

LÉGÈRE HAUSSE EN ASIE

Les cours du pétrole étaient orientés en légère hausse, lundi matin en Asie, en raison des inquiétudes quant à la crise entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Vers 04h00 GMT, le baril de light sweet crude (WTI), référence américaine du brut, pour livraison en décembre, gagnait quatre cents à 56,78 dollars, dans les échanges électroniques en Asie.

Le baril de Brent, référence européenne, pour livraison en janvier, prenait trois cents à 63,55 dollars.

Les gains demeuraient cependant limités sous l'effet d'une forte hausse hebdomadaire du nombre de puits de pétrole actifs aux États-Unis, signe d'une progression à venir de la production de brut.

"Le marché surveille ce qui se passe au Moyen-Orient et la montée des tensions au sujet du Liban. Et si l'Arabie saoudite est impliquée, alors les traders vont regarder ça de près", a déclaré Chris Weston, analyste chez IG Markets. Les tensions entre Ryad et Téhéran s'étaient aggravées du fait du tir d'un missile le 4 novembre par les rebelles yéménites houthis soutenus par l'Iran et qui avait été intercepté par les Saoudiens près de Ryad.

Elles sont encore montées d'un cran avec la démission surprise du Premier ministre libanais Saad Hariri, actuellement en Arabie saoudite.

Son geste a très rapidement été perçu comme un nouveau bras de fer entre l'Arabie saoudite sunnite, important soutien de M.

Hariri, et l'Iran chiite, grand allié du Hezbollah libanais.

Le nombre de puits de pétrole actifs dans le pays a progressé de 9, selon le dernier décompte hebdomadaire de la société Baker Hughes, rattrapant ainsi la baisse marquée observée la semaine précédente (-8 puits).

L'IRAK VEUT PLUS QUE DOUBLER SA PRODUCTION

Le ministre irakien du Pétrole, Jabbar al-Louaïbi, a affirmé lundi vouloir plus que doubler la production de pétrole de Kirkouk, province riche en hydrocarbures tout juste reprise par Bagdad aux Kurdes, pour atteindre 1 million de barils par jour.

Actuellement, la capacité totale de production dans la province septentrionale de Kirkouk est de "420.000 barils par jour", selon M. Louaïbi.

Mais seulement 120.000 barils par jour sont effectivement produits et les exportations sont à l'arrêt.

Lors d'une visite dans les champs pétroliers de cette région que le Kurdistan dispute aux autorités fédérales, M. Louaïbi a estimé que "la priorité est la reprise de l'exportation du pétrole de Kirkouk via l'oléoduc irako-turc dès qu'il sera réhabilité ou remplacé par un nouveau".

Depuis 2014, dans le chaos créé par la percée du groupe Etat islamique (EI), les Kurdes s'étaient emparés des champs et de l'ensemble des installations pétrolières de Kirkouk après avoir rattrapé peu avant un oléoduc vers la Turquie, pour court-circuiter les exportations irakiennes.

L'oléoduc tenu par les autorités centrales à Bagdad était alors déjà hors d'usage. Un plan a été lancé en octobre pour le remettre en état mais les experts estiment que cela pourrait prendre jusqu'à deux ans.

Près d'un mois après la reprise par les troupes fédérales du pétrole et des raffineries de Kirkouk aux Kurdes, il faut "mettre au point un plan pour relancer la production des champs de Kirkouk", dont deux sont encore à l'arrêt, a poursuivi le ministre.

Il a également plaidé pour une reprise des exportations. D'ici là, "30.000 barils par jour seront acheminés par camion-citerne vers l'Iran", pays voisin de l'Irak, a-t-il indiqué.

A terme, "les champs et les puits de Kirkouk seront rénovés et nous ambitionnons d'atteindre une production de 1 million de barils par jour, nous en sommes sûrs", a martelé le ministre.

Pour ce faire, il a évoqué la possibilité d'un contrat avec la compagnie British Petroleum (BP). Cette visite est la première d'un ministre du Pétrole irakien depuis 2003 dans cette zone, qui n'est pas incluse dans les frontières de la région autonome du Kurdistan irakien mais où les forces kurdes s'étaient déployées au fil des ans.

MARCHÉS FINANCIERS

Les Bourses européennes en baisse

Les Bourses européennes ont été orientées à la baisse lundi, inquiètes des divergences entre les républicains sur les contours définitifs du projet de réforme fiscale aux Etats unis.

"Le marché manque d'éléments pour rebondir et se laisse gagner par les incertitudes autour de la réforme fiscale américaine", a observé auprès de l'AFP Andrea Tuéni, un analyste de Saxo Banque.

"Au milieu de ces incertitudes et faute de catalyseurs majeurs dans l'actualité, les investisseurs prennent des bénéfices en attendant d'autres éléments pour se repositionner", selon lui.

L'EUROSTOXX 50 A
BAISSÉ DE 0,54%

La Bourse de Paris était en recul (-0,73%) pour la sixième séance d'affilée. Le CAC 40 a reculé de 39,09 points à 5.341,63 points, dans un volume d'échanges moyen de 3,4 milliards d'euros. EDF a dévissé de 10,39% à 10,52 euros, pénalisé par la révision à la baisse son objectif d'ex-cédent brut d'exploitation pour 2018.

Eurazeo a chuté de 6,36% à 73,41 euros, souffrant d'un abaissement de la recommandation.

CGG a été suspendu, à la demande du groupe, alors l'AG extraordinaire des actionnaires vient de valider le plan de restructuration.

Alstom s'est replié de 1,83% à 33,52 euros après avoir annoncé la fourniture de 27 trains régionaux supplémentaires à Trenitalia.

Parrot a reculé de 5,94% à 9,50 euros bien que le fabricant de drones prévoit une "forte diminution de ses pertes" en 2017. Europacorp suspendu vendredi avec l'annonce du départ de son P-DG s'est enfoncé de 8,39% à 1,31 euro.

La Bourse de Londres était en repli de 0,24%, avec un net recul de la défense et de la distribu-

tion. L'indice FTSE-100 a cédé 17,81 points pour terminer à 7.415,18 points. Dans la défense, Ultra Electronics, coté à l'indice FTSE-250, a plongé de quelque 20% après un avertissement sur résultat.

Babcock International a chuté de 7,32% à 753 pence, BAE Systems de 3,42% à 537 pence et Rolls-Royce de 2,26% à 907 pence.

Dans la distribution Kingfisher a perdu 3,13% à 300,10 pence, l'entreprise de vêtements Next 1,26% à 4.324 pence, l'enseigne Marks and Spencer 1,60% à 314,10 pence et les supermarchés Morrison 2,73% à 210,20 pence.

Déringolade du producteur et vendeur de sodas Coca-Cola HBC AG (-4,45% à 2.470 pence) dont la perspective de l'action a été dégradée et repli du groupe de produits médicaux NMC Health (-4,04% à 2.800 pence).

A Francfort l'indice vedette Dax a fini en repli de 0,40% à 13.074,42 points et le MDax des valeurs moyennes a décroché de 0,80% à 26.281,96 points.

Thyssenkrupp, plus mauvaise performance du Dax, est en recul de 2,66% à 21,93 euros. L'énergéticien RWE a lui perdu 0,80% à 22,30 euros.

Lufthansa a cédé 0,02% à 26,91 euros. Deutsche Bank a reculé de 0,58% à 15,37 euros.

Dans le vert Adidas est en hausse de 1,60% à 183,90 euros, ainsi que le laboratoire pharmaceutique Merck (+0,80% à 90,51 euros).

La Bourse de Madrid a de nouveau clôturé en baisse de 0,42% à 10.049,9 points.

La chute la plus forte revient au fabricant d'éoliennes Siemens-Gamesa (-3,18% à 10,22 euros), suivi de Técnicas Reunias (ingénierie pétrolière; -2,45% à 22,73 euros).

Les banques terminent globalement dans le rouge (Santander -0,5% à 5,54 euros; BBVA -0,25% à 7,13 euros), à l'exception de la catalane CaixaBank (+1,22% à 3,91 euros), qui signe

la plus forte hausse de l'indice. Le géant du textile Inditex (Zara) perd 0,74% à 29,34 euros.

Seule, la Bourse suisse a commencé la semaine sur une note positive, l'indice SMI progressant de 0,31% pour clôturer à 9.162,74 points.

Nestlé, plus forte hausse avec +1,14%, a terminé à 84,40 francs suisses.

Les laboratoires Novartis ont gagné +1,10%, à 82,55%. Le groupe d'ingénierie helvético-suédois ABB était aussi en hausse (+0,44%) à 25,27%.

Givaudan, leader mondial des parfums et arômes, a poursuivi sa progression et enregistré une hausse de +0,27%, à 2.250 CHF. Côté baisses, l'assureur Swiss Life perdait 1,27% à 341,60 CHF, suivi par la banque de gestion privée Julius Baer (-1,11%, 58 CHF) ou le Crédit suisse (-1,07%, 15,79 CHF).

A Amsterdam l'indice AEX des principales valeurs a clôturé en baisse de 0,35% à 545,43 points. A la baisse, le chimiste et pétrolier Vopak a reculé de 3,06% à 35,00 euros et l'assureur Aegon a chuté de 1,95% à 5,13 euros.

A la hausse, le fournisseur de services maritimes Boskalis a pris 1,95% à 30,38 euros et l'opérateur néerlandais de télécommunications KPN a gagné 0,17% à 2,95 euros.

Bruxelles a terminé en baisse de 0,46%, l'indice Bel-20 des principales valeurs s'affichant à 4.007,57 points en clôture.

Sur les 13 entreprises en baisse, le groupe GBL a enregistré la moins bonne performance, reculant de 2,06% à 89,70 euros.

Parmi les sept valeurs en hausse, le groupe de télécoms Telenor a enregistré le meilleur résultat: +1,68% à 59,42 euros.

WALL STREET OPTIMISTE

La Bourse de New York a terminé la séance en hausse lundi, aidée par la perspective d'une baisse de la régulation pour certaines banques régionales: le Dow Jones a gagné 0,07% et le Nasdaq 0,10%.

Selon des résultats définitifs à la clôture, l'indice vedette Dow Jones Industrial Average a progressé de 17,49 points, à 23.439,70 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a gagné 6,66 points, à 6.757,60 points.

L'indice élargi S&P 500 a avancé de 0,10% ou 2,54 points à 2.584,84 points.

Selon la presse américaine, un accord bipartite a été trouvé entre républicains et démocrates au Sénat et prévoit d'imposer une supervision moins contraignante de la banque centrale américaine (Fed) sur certaines banques régionales, modifiant l'une des régulations imposées après la crise financière dans le cadre de la loi Dodd Frank. "Il y a une



série de règles idiotes dans la régulation Dodd Frank. Ils tentent visiblement de supprimer les plus évidentes", a commenté Maris Ogg de Tower Bridge Advisors. Cette nouvelle semblait atténuer sur les principaux indices la lourde chute du cours du conglomérat industriel General Electric (-7,17% à 19,02 dollars) après l'annonce d'un plan de restructuration prévoyant pour 20 milliards de dollars de cessions d'actifs et des milliers de suppressions d'emplois.

Les investisseurs semblaient par ailleurs montrer moins d'inquiétude vis-à-vis du potentiel report d'une partie de la grande réforme fiscale américaine sur l'imposition des entreprises.

Les marchés "semblent moins s'intéresser aux détails de la loi comme le taux exact d'imposition des entreprises ou les délais d'application qu'au fait qu'il se passe enfin quelque chose au Congrès", a souligné Nate Thooft de Manulife Asset Management. "En somme, il y a l'espoir que des avancées politiques aient enfin lieu après des échecs répétés, à l'image de la loi sur la santé."

"Je ne pense pas que les investisseurs s'attendent désormais à quoi que ce soit de la part de ce Congrès", a réagi Maris Ogg.

"Supprimer la carotte fiscale qui a poussé à la progression des marchés (...) mènerait les investisseurs à agir comme un âne déçu qui enverrait un rapide coup de sabot en arrière", a averti quant à lui Sam Stovall de CFRA.

LES RÉSULTATS SE
TARISSENT

Signe de la défiance des marchés derniers jours face aux incertitudes de la réforme fiscale, les trois principaux indices ont terminé vendredi sur leur première baisse hebdomadaire depuis deux mois.

Wall Street avait été auparavant portée par les espoirs d'une

baisse rapide de la taxation des entreprises ainsi que par les résultats trimestriels favorables des entreprises américaines.

Ces résultats jouaient de moins en moins leur rôle de soutien alors que leurs publications touchent à leur fin.

"Plus de 90% des entreprises du S&P 500 ont déjà publié leurs résultats. Cependant quelques entreprises notables sont encore attendues: Home Depot et TJX mardi, Target et Cisco Systems mercredi et Wal-Mart jeudi", a indiqué Patrick O'Hare, de Briefing. Le marché était par ailleurs lesté par la chute du cours du conglomérat industriel General Electric (-6,03% à 19,26 dollars) après l'annonce d'un plan de restructuration prévoyant pour 20 milliards de dollars de cessions d'actifs et des milliers de suppressions d'emplois.

Parmi les autres valeurs du jour, Qualcomm progressait (+1,61% à 65,61 dollars), le conseil d'administration du groupe de semi-conducteurs ayant rejeté lundi l'offre non sollicitée de son concurrent Broadcom (+0,09% à 265,20 dollars), évaluée à 130 milliards de dollars.

Le fabricant de jouets Hasbro montait (+6,81% à 97,68 dollars) après avoir proposé à son concurrent Mattel (qui bondissait de 23,26% à 18,02 dollars) de le racheter, selon des informations du Wall Street Journal.

Boeing (+0,52% à 262,20 dollars) profitait de l'engagement de la compagnie aérienne Emirates de Dubaï d'acheter 40 Boeing 787-10 Dreamliner pour un prix catalogue de 15,1 milliards de dollars, à l'occasion du salon aéronautique international Dubai Airshow 2017. Le marché obligataire reculait: le rendement des bons du Trésor à 10 ans montait à 2,400% contre 2,376% en fin de semaine dernière, et celui des bons à 30 ans progressait à 2,869%, contre 2,860% vendredi soir.

Ilyas A.

Cotation hebdomadaire des billets de banque
du 07 Novembre 2017

BILLETTS DE BANQUE		ACHAT	VENTE
US DOLLAR	1 USD	115.4050	115.4200
EURO	1 EUR	133.6852	133.7256
POUND STERLING	1 GBP	151.7090	151.7686
JAPAN YEN	100 JPY	101.0817	101.1214
YUAN HONG KONG	1 CNH	17.4025	17.4069
SWISS FRANC	100 CHF	11537.0389	11539.6921
CANADIAN DOLLAR	1 CAD	90.6275	90.6464
DANISH KRONE	100 DKK	1796.7181	1797.3154
SWEDISH KRONA	100 SEK	1372.1375	1372.8056
NORWEGIAN KRONE	100 NOK	1415.7343	1416.4396
ARAB EMIRAT DIRHAM	1 AED	31.4181	31.4256
SAUDI RIYAL	1 SAR	30.7706	30.7762
KUWAIT DINAR	1 KWD	381.7565	382.0589
TUNISIAN DINAR	1 TND	45.9526	46.4144
MOROCCAN DIRHAM	1 MAD	12.0904	12.1646

Séance de cotation des valeurs mobilières du 06 Novembre 2017

	
Séance de cotation des valeurs du Trésor	420,00
Rendement maximum 4,79	Capitalisation boursière
Rendement minimum 0,00	12 996 345,00

Alliance Assurance

420,00

Capitalisation boursière

EGH El Aurassi

515,00

12 996 345,00

Saidal

660,00

Indice boursier théorique

NCA-Rouiba

300,00

1 209,918

DURANT L'ANNÉE EN COURS

Hausse de la facture des importations alimentaires mondiale

Le coût de la nourriture importée est appelée à augmenter en 2017 pour atteindre les 1,413 trillions de dollars, soit une hausse de 6% par rapport à l'année précédente, selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur les perspectives de l'alimentation mondiale sur son site web.

Alors que les prix des denrées alimentaires sont restées stables dans l'ensemble, le coût de la nourriture importée est appelée à augmenter en 2017, soit une hausse de 6% par rapport à l'année précédente. Cette facture importante s'explique par une hausse de la demande alimentaire internationale et des tarifs de fret.

Les implications socio-économiques liées à la hausse de la facture des importations alimentaires pour les pays les moins développés (LDCs) et les pays à faibles revenus et à déficit vivrier (LIFDCS) constituent par ailleurs une vive source d'inquiétude.

"Les coûts d'importation ont considérablement grimpé, donc des factures plus élevées ne veulent pas nécessairement dire que davantage de nourriture a été achetée, a indiqué un économiste à la FAO, Adam Prakash. Cette hausse des coûts d'importation survient alors que les stocks sont importants, que les prévisions de récoltes sont bonnes et que l'approvisionnement du marché des denrées alimentaires reste assuré.

Les perspectives alimentaires, publiées deux fois par an, concernent le marché des principaux produits alimentaires, dont le manioc, le bétail, les produits laitiers, le poisson, les huiles végétales et les principales céréales.

Alors que les tendances de production sont bonnes, pour la plupart, le prix moyen des transactions internationales peut masquer d'autres tendances.

Alors que les prix mondiaux du blé sont restés faibles, le prix du blé de force roux de printemps américain, une variété de blé notamment utilisée pour faire des noodles (nouilles) et des pâtes, était 40 fois plus élevé en juillet 2017 qu'il y a un an. La production des variétés de riz aromatiques a augmenté huit fois plus vite que l'Indice FAO des prix de tous les types de riz, en hausse de 4% cette année.

De même, l'Indice FAO du prix du beurre a augmenté de 41% à ce jour, pour ce qui est de l'année 2017, soit trois fois plus que l'Indice des prix des produits laitiers, dont il est une composante. Les secteurs de l'élevage et des produits laitiers sont particulièrement dynamiques. La facture des importations de viande devrait atteindre un nouveau



record cette année avec 176 milliards de dollars, soit une hausse de 22% par rapport à 2016. La production mondiale de lait devrait augmenter d'1,4%, grâce à une expansion de 4% en Inde, et ce, malgré des réglementations environnementales plus contraignantes et des contrôles de qualité en Chine qui pourraient laisser croire le contraire. La production mondiale d'oléagineux, les huiles végétales et les graisses animales sont les éléments les plus importants des factures d'importations des LIFDCS devrait légèrement augmenter cette année, après la bonne saison de l'année dernière. La production mondiale d'huile de soja, en revanche, devrait diminuer avec des rendements plutôt normaux après les conditions climatiques ultra favorables de l'année dernière, et ce, malgré une expansion des plantations dans l'hémisphère nord. Selon les perspectives alimentaires, les fruits tropicaux sont de plus en plus demandés au sein du commerce mondial, avec des importations de mangue, d'ananas, d'avocats qui, tous ensemble, sont sur le point d'atteindre une valeur totale de 10 milliards de dollars cette année. Leur

popularité est prometteuse et contribue aux efforts en faveur du développement rural et de la réduction de la pauvreté, comme presque toutes les productions ayant cours dans les pays en développement, généralement par le biais de petits agriculteurs disposant de moins de cinq hectares.

Selon la FAO, la production totale des quatre fruits pourrait atteindre 92 millions de tonnes cette année, en nette hausse par rapport aux 69 millions de tonnes enregistrées en 2008. Actuellement, 95% de cette production est consommée localement mais la hausse des revenus et les changements dans les préférences des consommateurs auront probablement pour effet de stimuler les exportations, surtout si l'accès au marché est facilité, plus libre et permet donc d'encourager les progrès technologiques au niveau de la distribution.

L'Inde, qui produit environ 40% de la production mondiale de mangue, le Costa Rica, qui fournit une grande partie des ananas mondiaux, la Chine, le Brésil et également le Mexique, principal exportateur, comptent parmi les principaux producteurs de fruits

tropicaux. L'Afrique en passe d'atteindre un niveau record en matière de production de manioc. En plus de fournir des analyses détaillées sur la demande, la production et le commerce des principaux céréales et oléagineux, les perspectives alimentaires mettent à jour les tendances relatives au manioc, qui fait d'ailleurs partie des cultures de base à s'être étendues très rapidement à l'échelle mondiale et qui représente l'une des plus importantes sources de calories dans les régions tropicales, après le riz et le maïs.

Cette année, la production en Afrique subsaharienne pourrait atteindre le niveau record de 156 millions de tonnes, grâce aux nombreux programmes d'expansion commerciale visant à réduire la dépendance aux importations alimentaires. La production mondiale de manioc devrait légèrement diminuer en 2017 pour atteindre les 278 millions de tonnes après deux décennies de croissance ininterrompue. Selon la FAO, cette situation est due à des sécheresses, à une baisse des prix et à des changements politiques.

Lakhdar B.

FRANCE

Un tutorat pour installer les jeunes agricultures

Une formation à destination des jeunes agriculteurs qui souhaitent s'installer est prévue les 4, 5 et 6 décembre, à Nauviale. Afin d'accompagner au mieux ces porteurs de projet, un tutorat fait partie du dispositif, permettant aux chefs d'exploitation de transmettre leur expérience.

Quoi de mieux que l'expérience des anciens pour diriger ensuite une exploitation agricole ? L'Association pour le développement de l'emploi agricole et rural de l'Aveyron (Addear 12) a décidé de jouer la transmission des savoirs et des savoir-faire afin de faciliter au mieux l'installation des jeunes agriculteurs via la formation "Je recherche une ferme". Tous les ans, l'Addear 12 organise cette formation en deux sessions, lesquelles sont séparées par trois mois de "tutorat paysan". Dix stagiaires suivent ce dispositif gratuit, à condition qu'ils soient adhérents à l'association. La première session porte sur la recherche du foncier. "On indique

aux stagiaires comment rechercher du foncier, s'adresser aux bons interlocuteurs, trouver des agriculteurs cédant leurs exploitations", décrit le président de l'Addear 12 Daniel Saint-Geniez. L'association fait également fonctionner son réseau pour mettre en relation cédants, collectivités et futurs agriculteurs. C'est notamment l'intérêt du "café foncier", qui se déroule le second soir de la première partie. "Nous en appelons aux élus et aux collectivités. C'est bien qu'ils soient présents pour faire remonter les demandes des porteurs de projets et des agriculteurs en attente d'un repreneur. Le café foncier a été organisé pour que tout le monde se rencontre".

"Accompagner aussi chez le banquier" vient alors le fameux tutorat paysan. "C'est le moment où les stagiaires vont tester leurs compétences, leur capacité à aller chercher du foncier", note Daniel Saint-Geniez. Afin que les conseils soient les plus judicieux, l'association constitue

des binômes affichant des points de convergence : même production, même secteur géographique, même statut en Gaec ou en individuel, même taille d'exploitation.

Laurent Reversat, éleveur de brebis laitières à l'Hospitalet-du-Larzac, a été tuteur par deux fois, en plus de ses interventions lors de la formation. "J'adore transmettre, j'ai d'ailleurs été un peu enseignant avant d'être agriculteur. Mon devoir, c'est d'aider partout où je le peux", dit-il pour expliquer son engagement alors que le métier d'agriculteur prend déjà beaucoup de temps. En étant tuteur, l'éleveur se met "à disposition" des attentes du jeune. Il peut ainsi effectuer une à deux visites sur le site que le jeune compte reprendre. "Ça m'arrive aussi de rencontrer les associés si le porteur de projets veut se mettre en Gaec". Laurent Reversat s'adapte aux besoins du stagiaire. "Je peux aussi leur donner des renseignements techniques sur le sevrage des agnelles, la période critique

de la mise à la traite. Mais aussi des renseignements financiers concernant l'investissement. Ça peut aller jusqu'à accompagner le stagiaire chez le banquier".

Au bout de trois mois, la seconde session est organisée. L'occasion de vérifier que les stagiaires "ont avancé dans leur projet", comme le dit Daniel Saint-Geniez, ont acquis assez de compétences et sont prêts à se lancer en tant qu'exploitant.

LES INQUIÉTUDES

Selon Laurent Reversat, ce qui préoccupe le plus les jeunes agriculteurs porte sur "la question des rapports sociaux, la répartition du temps de travail, de repos, la rémunération, comment réagir en cas de conflit dans un Gaec." La question financière s'avère également source de craintes. "On étudie le rapport entre l'investissement et ce qu'on attend". Viennent ensuite les questions techniques sur les méthodes de travail.

Ahmad L.

GENERAL ELECTRIC

Des milliers d'emplois seront supprimés

En difficulté, General Electric (GE) a annoncé lundi un vaste plan de restructuration visant à se recentrer sur trois activités (aéronautique, santé et énergie) et s'accompagnant de la suppression de milliers d'emplois à travers le monde pour réduire ses coûts.

Le fabricant des moteurs d'avions et des turbines, dont la capitalisation boursière a fondu de plus de 100 milliards de dollars depuis janvier, va également céder ses activités historiques dans les transports (locomotives et moteurs diesel) et les services d'électricité dans le cadre d'un plan de cessions d'actifs de 20 milliards de dollars.

Il va en outre se désengager du groupe de services pétroliers américains Baker Hughes dont il détient 63% du capital mais ne pourrait cependant pas le faire avant 2019, selon un accord conclu lors du rachat de Baker Hughes l'an dernier.

Ces actions vont s'accompagner d'une nouvelle cure d'austérité comprenant des milliers de suppressions d'emplois mais GE n'a pas donné le nombre d'emplois affectés ni les régions concernées si ce n'est que la branche GE Power, qui comprend le Français Alstom, allait connaître une grande refonte pour se remettre du retournement des marchés de l'énergie et s'adapter à leur mutation.

GE entend d'ici deux ans remet-

tre sur les rails cette division, qui fabrique des turbines à gaz, turbines à vapeur et autres générateurs via un plan d'économie d'un milliard de dollars pour 2018.

GE s'était engagé auprès des autorités françaises à développer de l'emploi en France au moment du rachat d'Alstom, une promesse qui ne l'a pas empêché d'annoncer récemment la suppression de 350 emplois au sein de GE Hydro.

"Alstom est très décevant", a expliqué lundi John Flannery, le nouveau PDG en poste depuis le 1er août. "Nous espérons en obtenir une croissance à deux chiffres", d'au moins 15% par an, "mais ce sera à un chiffre", a-t-il développé.

Interrogé s'il serait prêt à rencontrer le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire pour discuter de l'impact social de cette restructuration, M. Flannery a répondu par l'affirmative. GE prévoit de réduire 25% des 24.000 salariés, soit 6.000 en moins, travaillant dans la recherche, dans le numérique et au siège, a indiqué la nouvelle directrice financière Jamie Miller. Une source interne a déclaré à l'AFP qu'une bonne partie de ces réductions d'effectifs avait déjà été effectuée.

Le conseil d'administration n'est pas épargné: sa composition passera de 18 membres à 12 à compter d'avril 2018.

Signe de la gravité de la situation actuelle: GE a réduit de moitié son dividende trimestriel, une première depuis 2009.

"Nous agissons dans l'urgence pour rendre GE plus simple et fort afin de créer de la croissance et de la valeur pour les actionnaires", a expliqué John Flannery. A Wall Street, le titre dévissait de près de 8% vers 18H45 GMT, les

investisseurs déplorant en outre que GE n'ait pas annoncé sa scission en différentes sociétés distinctes pour protéger les activités les plus lucratives.

"GE est encore un bazar, un véritable chantier", déplore Scott Davis, expert chez Melius Research.

"Nous avons annoncé de mauvaises nouvelles, notamment une réduction du dividende mais le redressement ce n'est pas pour lundi ou mardi, ça va prendre du temps", a réagi M. Flannery, à qui revient la lourde tâche de relancer un conglomérat industriel en perte de vitesse.

Il est notamment reproché à son prédécesseur, Jeff Immelt, et à ses équipes de n'avoir pas anticipé la baisse de la demande pour les équipements et technologies liés à l'énergie et au pétrole et gaz suite au plongeon des prix de l'or noir, ce qui s'est traduit par d'importants stocks.

Le virage annoncé lundi donne la priorité aux trois premières divisions du groupe.

L'aéronautique, la santé (équipements médicaux et services) et l'énergie, qui employaient à elles trois 156.000 personnes fin 2016, ont représenté 57,7% du chiffre d'affaires total de 123,7 milliards de dollars cette année-là. La première, qui co-fabrique le réacteur de nouvelle génération Leap avec le français Safran, est dans une très bonne dynamique, en raison de la hausse du trafic aérien qui se traduit par une forte demande pour les avions civils à travers le monde.

GE, qui a vendu ces dernières années les studios Universal, la chaîne de télévision NBC, ses actifs financiers et son électroménager, a promis de continuer à simplifier son portefeuille.



PLUS DE 7% PERDU À WALL STREET

L'action du conglomérat industriel américain General Electric a perdu plus de 7% lundi à Wall Street après l'annonce d'un plan de restructuration prévoyant pour 20 milliards de dollars de cessions d'actifs et des milliers de suppressions d'emplois.

Le titre a terminé la séance sur un recul de 7,17% à 19,02 dollars vers 16h30 GMT. Il a cédé depuis le début de l'année près de 40% de sa valeur face à de mauvais résultats financiers et des doutes sur la stratégie à long terme du groupe centenaire.

GE a notamment annoncé lundi qu'il allait diminuer par deux son dividende ce qui a fait fuir les investisseurs. La capitalisation boursière de ce groupe fondé à la fin du 19e siècle est désormais inférieure à 165 milliards de dollars alors que celle d'Apple tourne autour de 900 milliards et celle d'Alphabet (Google) dépasse les 700 mil-

liards. GE a annoncé lundi lors d'une conférence à New York un plan de restructuration visant à se recentrer sur trois activités (aéronautique, santé et énergie) et à supprimer des milliers d'emplois pour réduire ses coûts. Le fabricant des moteurs d'avions et des turbines va également céder ses activités dans les transports et les services d'électricité dans le cadre d'un plan de cessions d'actifs de 20 milliards de dollars.

Il va en outre se désengager du groupe de services pétroliers américains Baker Hughes dont il détient 63% du capital mais ne pourra cependant pas le faire avant 2019, selon un accord conclu lors du rachat de Baker Hughes l'an dernier.

John Flannery, qui a pris les rênes du groupe à l'été, a également engagé un plan de réduction des dépenses de fonctionnement du groupe dont la trésorerie n'atteint plus qu'environ 7 milliards de dollars.

QUALCOMM

L'offre de rachat de Broadcom rejetée

Le conseil d'administration du groupe de semi-conducteurs Qualcomm a rejeté lundi l'offre non sollicitée de son concurrent Broadcom, évaluée à 130 milliards de dollars, mais celui-ci l'a maintenue. Cette offre publique d'achat (OPA), désormais hostile, serait l'une des plus grosses de ce type dans les nouvelles technologies. Elle avait été faite le 6 novembre. "Le conseil d'administration est unanime pour estimer que la proposition de Broadcom sous-évalue significativement Qualcomm au regard de sa position dominante sur le marché des technologies mobiles et nos perspectives de croissance", a affirmé Paul Jacobs, PDG de Qualcomm, cité dans un communiqué. Mais Broadcom a réitéré dans un communiqué son intérêt pour Qualcomm sans toutefois améliorer son offre. Celle-ci "représente une prime de 28% par rapport au prix de clôture de Qualcomm au 2 novembre 2017, soit le dernier jour de transaction avant l'émergence de spéculations faisant état d'une éventuelle transaction et de 30% par rapport à la moyenne du cours sur un mois", a souligné Broadcom

dans un communiqué diffusé après le rejet de Qualcomm.

"Même si nous nous attendions à ce que le Conseil d'administration de Broadcom rejette l'offre initiale comme trop faible, nous pensons que la fusion des deux entreprises pourrait générer d'importantes synergies en créant un leader dans le secteur des puces pour mobiles et un acteur dominant sur le marché des semi-conducteurs. En conséquence, nous prévoyons que Broadcom relève son offre et nous augmentons notre objectif de cours de 76 à 83 dollars", a indiqué David Evanson de Canaccord Genuity dans une note. Suite à ces développements, l'action de Qualcomm progressait de 1,67% à 65,65 dollars vers 16h50 GMT à Wall Street alors que Broadcom restait quasiment stable à 294,61 dollars. Broadcom propose 70 dollars par action Qualcomm auxquels se rajoutent 25 milliards de dollars de dette pour atteindre un total de 130 milliards de dollars. Qualcomm est déjà lui-même engagé dans le rachat de son concurrent néerlandais NXP, une transaction valorisant ce dernier à 47 milliards de dollars. Broadcom avait précisé

en présentant son offre que sa proposition de rachat était valable que Qualcomm réussisse ou non à racheter NXP. Cette tentative de rapprochement intervient alors que le secteur des semi-conducteurs est en pleine consolidation en raison du développement des technologies liées aux véhicules autonomes et aux objets connectés. Ce mouvement

est amplifié par le passage de la 4G à la 5G avec la co-existence des ordinateurs et des smartphones.

Le japonais Softbank a ainsi racheté récemment le britannique Arm Holdings pour 28,5 milliards d'euros, tandis que le géant des puces informatiques Intel a dépensé 16,7 milliards de dollars pour le groupe américain Altera.

En 2015, Broadcom était lui-même né du rachat du groupe américain du même nom par le groupe américano-singapourien Avago Technologies pour 37 milliards de dollars. La nouvelle entité avait conservé le nom de Broadcom mais le siège avait été établi à Singapour. Qualcomm a son siège à San Diego (Californie).

SHELL

Le géant pétrolier se désengage totalement de l'australien Woodside

LE GÉANT pétrolier Royal Dutch Shell a annoncé lundi son désengagement total du groupe australien Woodside avec la vente de 13,3% du capital pour 2,7 milliards de dollars (2,3 milliards d'euros). Shell indique dans un communiqué publié dans l'après-midi avoir suscité une forte demande des investisseurs pour cette cession, ce qui l'a poussé à céder la totalité de sa participation existante. Il avait indiqué dans un premier temps vouloir ne céder que 8,5% du capital de Woodside. Shell a réduit progressivement sa participation dans Woodside ces dernières

années, après avoir vendu 10% du capital en novembre 2010 puis 9,5% supplémentaires en juin 2014. Woodside est un groupe australien d'exploration et de production pétrolière et gazière et se présente comme l'un des principaux producteurs mondiaux de GNL. "Cette vente est une nouvelle étape dans notre programme de cessions d'actifs de 30 milliards de dollars sur trois ans", souligne dans le communiqué Jessica Uhl, directrice financière de Shell, précisant que le produit de la vente des actions de Woodside servira à réduire la dette du groupe. Ce programme de cession a démarré l'an dernier

au moment où les prix des hydrocarbures étaient faibles et doit permettre à Shell d'être en mesure de faire face à la volatilité des cours.

Début novembre à l'occasion de la présentation de résultats trimestriels en forte amélioration, Shell avait annoncé avoir cédé à ce moment là pour plus de 25 milliards de dollars sur les 30 milliards visés à l'issue du programme. Ces cessions portent sur des activités non stratégiques, comme des exploitations pétrolières ou gazières matures ou certaines activités dans l'aval (raffineries, pétrochimie, stations-services).

LIBYE

La coopération migratoire avec l'UE est "inhumaine", dit l'ONU

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a vivement dénoncé mardi la détérioration des conditions de détention des migrants en Libye, jugeant "inhumaine" la coopération de l'Union européenne avec ce pays.

"La communauté internationale ne peut pas continuer à fermer les yeux sur les horreurs inimaginables endurées par les migrants en Libye, et prétendre que la situation ne peut être réglée qu'en améliorant les conditions de détention", a déclaré M. Zeid dans un communiqué, affirmant que "la politique de l'UE consistant à aider les gardes-côtes libyens à intercepter et renvoyer les migrants (est) inhumaine".

"La souffrance des migrants détenus en Libye est un outrage à la conscience de l'humanité", a-t-il ajouté, estimant que la situation était devenue "catastrophique". Cet appel intervient alors que le groupe de contact sur la route migratoire en Méditerranée centrale --réunissant 13 pays européens et africains dont la Libye-- a décidé lundi, lors d'une réunion à Berne en Suisse, d'améliorer les conditions des migrants dans les centres de



détention en Libye tout en promouvant des alternatives à cette solution. Dans son communiqué, le Haut-Commissaire dénonce l'aide fournie par l'UE et l'Italie aux gardes-côtes libyens pour arrêter les migrants en mer, "malgré les inquiétudes exprimées par les groupes de défense des droits de l'homme" sur le sort des migrants. "Les interventions croissantes de l'UE et de ses Etats membres n'ont jusqu'à pré-

sent pas servi à réduire le nombre d'abus subis par les migrants", fait valoir M. Zeid. "Notre système de surveillance montre en fait une détérioration rapide de leur situation en Libye", relève-t-il, précisant que des "observateurs des droits de l'homme" s'étaient rendus, du 1er au 6 novembre, à Tripoli pour visiter des centres de détention et s'entretenir avec les migrants détenus.

"Les observateurs ont été choqués par ce qu'ils ont vu: des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants émaciés et traumatisés, empilés les uns sur les autres, enfermés dans des hangars (...) et dépourvus de leur dignité", explique-t-il.

DES PROMESSES POUR AIDER LES MIGRANTS

D'autre part, les ministres européens et africains du groupe de contact sur la Méditerranée centrale ont promis de travailler à l'amélioration des conditions de vie des migrants qui passent par la Libye pour tenter d'atteindre l'Europe, à l'issue d'une réunion qui s'est tenue lundi en Suisse. Les ministres de l'Intérieur et de la Justice ont aussi promis de créer des alternatives au trafic humain, avec des projets pilotes pour que les Africains puissent atteindre l'Europe de façon légale, notamment grâce à des bourses d'étude et à l'apprentissage.

Le trajet très dangereux à travers le désert entre l'Afrique subsaharienne et l'Italie via la Libye est devenu la principale voie migratoire vers l'Europe après la fermeture par la Turquie de l'autre grande route qui passait par la

Grèce et par laquelle près d'un million de personnes sont entrées dans l'Union européenne en 2015.

Depuis le début de l'année, près de 115.000 migrants ont atteint les côtes italiennes et près de 2.750 sont morts en tentant la traversée, a indiqué vendredi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le nombre de personnes mortes dans le désert du Sahara serait deux fois plus élevé.

Européens et Africains sont d'accord pour dire que, si le nombre de migrants qui parviennent dans l'UE est en baisse depuis quelques mois, c'est grâce au renforcement de la lutte contre les passeurs. Mais, de ce fait aussi, plusieurs dizaines de milliers de migrants se retrouvent coincés en Libye et y sont souvent détenus dans les conditions qualifiées de dangereuses et d'inhumaines par les organisations de défense des droits de l'Homme. Les discussions de lundi ont porté sur les mesures à prendre pour lutter contre les passeurs et le trafic d'être humains, mais le communiqué final évoque surtout les efforts à faire pour alléger les difficultés du voyage pour les migrants.

.....À Misrata, les cadavres oubliés de l'EI

Dans le complexe ultrasécurisé de l'organe de lutte contre le crime organisé à Misrata, en Libye, Ali Tuwaileb vérifie la température au dos des conteneurs frigorifiques alignés en plein air. Dans cette morgue improvisée gisent, depuis près d'un an, 700 cadavres de jihadistes du groupe Etat islamique (EI). "Il faut garder une température entre -18°C et -20°C pour que les corps soient bien conservés", explique-t-il.

Ces jihadistes ont été tués à Syrte (450 km à l'est de Tripoli), ancien fief de l'organisation extrémiste qui l'avait perdu en décembre 2016 à l'issue de combats meurtriers et d'une intervention aérienne des Etats-Unis. Devant les conteneurs, deux

vieux brancards sont installés sous un abri improvisé, composé de taule et de barres métalliques, faisant office de laboratoire pour le médecin légiste. "Comme vous le voyez, nous n'avons pas de moyens. C'est ici qu'on prélevait des échantillons pour les tests ADN et qu'on photographiait les corps", explique Ali Tuwaileb, le responsable de la "morgue". Faute de moyens, plusieurs centaines de cadavres de jihadistes ont été abandonnés à Syrte, sous les décombres ou dans des cimetières aménagés par l'EI. Quelques jours après la fin des combats, des corps de jihadistes, à des stades avancés de putréfaction, gisaient dans les rues et faisaient craindre une épidémie de peste dans la ville, avait constaté

l'AFP. Selon M. Tuwaileb, entre 1.500 et 2.000 cadavres de jihadistes seraient enterrés à Syrte. "Nous n'avons pas assez de frigos, sinon nous aurions pu exhumer tous les corps", regrette le responsable libyen, précisant que les conteneurs dont il dispose leur avaient été prêtés par des entreprises privées.

ODEUR NAUSÉABONDE

Déjà, sur les sept conteneurs frigorifiques se trouvant à Misrata (200 km à l'est de Tripoli), trois étaient en panne. "Nous avons dû répartir de nouveau les corps dans les frigos qui fonctionnent."

"Mais nous galérons, surtout en été. D'abord à cause des températures élevées

mais surtout des coupures d'électricité. Il faut toujours s'assurer que le groupe électrogène marche et que l'on puisse l'alimenter régulièrement en carburant."

En ouvrant l'un des conteneurs, M. Tuwaileb libère un nuage épais de vapeur à l'odeur de mort qui se densifie au contact de l'air chaud. A l'intérieur, des sacs mortuaires blancs maculés de sang et de boue sont rangés sur des étagères métalliques, entourés d'une volute blanche nauséabonde. "Les sacs sont numérotés et classés. Chaque cadavre dispose de son propre dossier, d'un échantillon ADN et de tous les éléments, les documents ou autres indices collectés sur chaque corps", explique M. Tuwaileb.

SELON UN JOURNALISTE MAROCAIN

La France n'acceptera jamais qu'il y ait un Etat sahraoui

Le Sahara occidental, c'est "la chasse gardée" de la France depuis Valéry Giscard d'Estaing, a affirmé le journaliste marocain Omar Broukky auteur du livre "La République de Sa Majesté, France-Maroc, liaisons dangereuses", qui met en exergue les réseaux d'influence entre la France et le Maroc.

"Le Sahara occidental, c'est la chasse gardée de la France depuis Valéry Giscard d'Estaing. La France n'acceptera jamais qu'il y ait un Etat sahraoui ou que cette région ne soit pas contrôlée, soit par le Maroc, soit par la France", a expliqué dans un entretien au journal électronique Médiapart l'auteur du livre qui vient de paraître chez les "Editions Nouveau Monde, relevant la "neutralité diplomatique de façade" de la France.

"Bien sûr, il y a une neutralité

diplomatique de façade, mais en réalité, le dossier du Sahara est porté par la France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU", a-t-il ajouté, rappelant les efforts de la France au sein du Conseil de sécurité en 2015 pour que le projet de résolution sur l'élargissement du mandat de la Minurso à la surveillance des droits de l'Homme au Sahara occidental occupé soit retiré à la dernière minute.

"En 2015, les Américains, qui sont plutôt des alliés du Maroc, ont voulu imposer une résolution élargissant le contrôle des droits de l'homme à la Minurso, mais la France s'est déployée pour que ce projet soit retiré à la dernière minute par les Américains", a-t-il souligné, évoquant par ailleurs l'étendue des réseaux d'influence entre la France et le Maroc qui font que la réalité du Maroc est occultée par des personnalités

françaises "qui ont accès aux médias de masse et qui faussent la vision que l'on doit avoir de la monarchie".

Pour cet auteur, qui a mis fin à son itinéraire journalistique après la parution de son premier livre intitulé "Mohammed VI derrière les masques", les liaisons dangereuses entre la France et le Maroc "affaiblissent tous les courants démocratiques" du royaume. Il affirme que le régime marocain, est "une monarchie absolue, qui ne respecte pas les droits humains, qui lamine les médias", et "dépense un argent fou pour renforcer et maintenir" le réseau d'influence avec la France. "Parfois, c'est le contribuable qui est mis à contribution. L'objectif est de présenter la monarchie sous les meilleurs auspices. Tout est bon pour y parvenir : festivals, conférences, rencontres, invitations dans des hôtels luxueux, etc. On ne

retrouve ce phénomène nulle part ailleurs avec une telle ampleur", a dit l'auteur, dont son livre s'inscrit dans la même ligne de celui d'Ali Amar et Jean-Pierre Tuquoï (Paris-Marakech, luxe, pouvoir et réseaux). Dans son livre, il explique avoir détaillé plusieurs dimensions, "pas seulement les relations personnelles mais aussi les relations d'Etat à Etat, les dimensions culturelle, économique, financière, toute cette élite française qui tresse les lauriers de la monarchie", évoquant ainsi le rôle de la monarchie, "qui est de plus en plus un opérateur économique, avec des ramifications dans le système économique français". "On assiste à des alliances entre des groupes contrôlés par le roi, la holding royale SNI notamment, février dernier, grand lobbyiste du Maroc auprès de l'Union européenne, ou encore le cimentier Lafarge", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, Omar Broukky a soutenu que les réseaux "restent les mêmes" avec tous les chefs d'Etat qui se sont succédés en France, indiquant que la première visite du président Emmanuel Macron, sans aucun ministre, qui a duré moins de 24 heures, "visait à montrer que la proximité relationnelle, affective, parfois irrationnelle, entre les deux pays s'inscrit dans la durée, transcendant tout ce qui est codifié, les lois, les règlements". "Il ne faut pas oublier aussi que Macron connaît le Maroc. Lorsqu'il était associé gérant de la banque d'affaires Rothschild, il a été l'artisan de la transaction financière entre le groupe de Xavier Beulin et la SNI, auquel Beulin a racheté 41% de l'entreprise Lesieur Cristal. Il connaît très bien le système financier et les ramifications de la SNI. Il sait s'adapter à cette réalité. Il va s'inscrire dans la continuité", a-t-il précisé.

VENEZUELA

Dans quelles mains est la dette extérieure ?

Euroclear est une entreprise qui opère en Belgique, en Finlande, en France, en Irlande, aux Pays Bas, Suède et au Royaume Uni. Elle fournit des services de paiement, de transactions sur des valeurs nationales et internationales et s'occupe des investissements réalisés. Elle a pour clients plus de 2 000 institutions financières dont les noms sont confidentiels.

Parmi eux se trouvent les détenteurs de la dette vénézuélienne qui sera restructurée par le Gouvernement.

Un analyste vénézuélien, Daniel Urdaneta, qui écrit pour le média Caracas Chronicles, a attribué la dette vénézuélienne à des créanciers qu'il classe ainsi : Investisseurs institutionnels (Argent réel), Fonds de Couverture, Banques privées ayant leur siège en Suisse (PB), Distributeurs (The Street), investisseurs minoritaires et individuels, et le Gouvernement.

Dans la catégorie des investisseurs institutionnels qui pourrait concentrer de 20% à 25% du marché des bons vénézuéliens se trouve BlackRock connu en Espagne comme acheteur de logements publics à bas prix. C'est une banque associée à d'énormes investissements à long terme auxquelles participaient, en 2012, 8 241 entreprises, ce qui en faisait, cette année-là, le plus important investisseur du monde. C'est l'un des 146 actionnaires qui contrôlent 40% de la valeur totale des entreprises du monde.

Dans cette liste figure aussi T. Rowe Price qui est 10^e sur la liste des organismes qui concentrent le capital (2 179 entreprises y participent), selon une étude réalisée par des chercheurs de l'Ecole Polytechnique Fédérale (ETH) de Zurich pour mieux comprendre le fonctionnement de cette étape du capitalisme dominée par les finances mondiales. Allianz (PIMCO), Franklin Templeton, Vanguard, Fidelity (FMR LLC) et des fonds souverains figurent aussi sur cette liste : des fonds d'investissement

hautement concentrés qui contrôlent, grâce à l'achat de gros paquets d'actions, d'énormes entreprises transnationales comme les entreprises pétrolières ExxonMobil ou Chevron ou des entreprises de médias comme News Corp et Time Warner.

Vanguard, Black Rock et un autre fonds intitulé State Street (qui apparemment, ne possède pas de bons vénézuéliens) contrôlent plus de la moitié de Wall Street, l'épicentre de l'économie financière au niveau mondial. Leurs tentacules arrivent jusqu'à la Réserve Fédérale, à la direction économique de la Maison Blanche et à l'endroit où se décident les exemptions d'impôts et les avantages destinés à augmenter les bénéfices des corporations : le Congrès des Etats-Unis.

Ce qu'on appelle les Fonds de Couverture sont des fonds dont les possessions, généralement privées, leur permettent de maintenir des positions relativement importantes en pariant sur le court terme. Ils sont connus sous le nom de "fonds vautours" car à la différence des investisseurs institutionnels, ils cherchent la rapidité en pariant sur des entités proches de l'effondrement pour, avant la faillite, élargir leurs investissements grâce à des embargos. L'Argentine a été victime pendant plus de 10 ans d'un litige dirigé par le fonds vautour Elliott Management appartenant au multimillionnaire Paul Singer qui cherchait à obtenir une compensation très supérieure à celle qu'avait obtenue le reste des détenteurs après la défaite de paiement de l'Argentine.

Dans le cas du Venezuela, on dit qu'ils possèdent entre 20% et 15% du marché. En fait partie l'entreprise britannique Ashmore qui, après avoir porté plainte contre le Gouvernement bolivien et avoir été accusé de soutenir une conspiration de groupes d'opposants contre celui-ci, a accepté un accord et aujourd'hui, est associée à l'Etat bolivien pour 85% à 93% dans le secteur des hydrocarbures.

D'autres entreprises plus ou moins connues figurent sur cette liste comme Emso, Gramercy, Stone Harbor, Autonomy, Marathon, Brevan Howard et le fameux fonds Elliott Management.

D'autres médias ont fait des listes des principaux détenteurs de bons souverains et de bons de PDVSA. Le premier sur la liste des détenteurs de bons de PDVSA est Goldman Sachs, une entreprise qui a acheté il y a quelques mois des bons de PDVSA pour la somme de 865 millions de dollars par l'intermédiaire d'une banque située dans les Caraïbes, une opération remise en question par la direction de l'opposition et de l'Assemblée Nationale pour avoir apporté, à leur avis, "de l'oxygène" à "la dictature" de Nicolás Maduro.

Les entreprises déjà mentionnées BlackRock, T. Rowe Price, FMR LLC (copropriétaire de Google) et Ashmore apparaissent sur la même liste en tant que principaux détenteurs de la dette vénézuélienne. Beaucoup de ces entreprises, quelque chose qui n'est pas valable pour les fonds vautours, sont fortement tentées par la restructuration de la dette puisqu'un refinancement aurait une valeur supérieure au prix actuel de négociation des bons vénézuéliens.

Les banques suisses Credit Suisse, BSI, Julius Baer, EFG, entre autres, possèderaient près de 10% de la dette vénézuélienne. Ces banques achètent des bons à court terme pour faire des bénéfices rapides, c'est pourquoi, avant les périodes où les prix sont bas, elles ont l'habitude de vendre massivement pour protéger leur capital. Etant donné leur façon d'agir, une restructuration pourrait attirer l'attention de ses détenteurs pour autant que les investisseurs institutionnels les accompagnent.

Ce qu'on appelle les Distributeurs (The Street) qui négocient les bons pour des clients de grandes banques internationales comme Citi, BofA Merrill Lynch, Deutsche, Barclays, Jefferies ou

Morgan Stanley ne représenteraient pas plus de 5% des détenteurs de la dette. Comme les banques suisses, ils ne voient pas un défaut de paiement comme un problème puisqu'avant une chute des prix sur le marché, ils ont l'habitude de se défaire rapidement de leurs bons.

20% se trouveraient dans les mains de banques d'Etat comme la Banque Centrale du Venezuela, la Banque du Venezuela et la Banque du Trésor, un mécanisme de désendettement et de protection à très court terme des bons qui représentent une lourde charge pour les réserves internationales. Malgré le caractère changeant de la dette vénézuélienne, 25% environ du reste serait dans les mains d'investisseurs minoritaires ou individuels (d'Europe ou d'Asie), des banques privées vénézuéliennes et latino-américaines. La liste concernant les bons souverains n'est pas très différente, sauf que s'y trouve Invesco LTD qui, avec plusieurs des entités déjà citées, possède des actions dans des entreprises comme Gilead. Cette entreprise pharmaceutique a des liens étroits avec l'administration nord-américaine et les principaux think-tank et groupes de pression internationaux dont font partie Donald Rumsfeld et George Schultz, secrétaires d'Etat de 3 administrations nord-américaines républicaines.

Si les détenteurs étaient en majorité de gros investisseurs et des investisseurs individuels, ils seraient très tentés par un refinancement de la dette. Par contre, si ce sont en majorité des fonds vautours, ils parieront sur le défaut de paiement pour faire des bénéfices faciles.

Selon l'ONU, c'est un droit des Etats souverains de restructurer leur dette, c'est la juridiction du pays qui s'applique à cette procédure et les exceptions doivent être interprétées de façon restrictive. C'est le droit des Etats de concevoir leur politique macro-économique et de renégocier leur dette de façon juste et soutenable.

IMPORTANTES MESURES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a annoncé de nouvelles mesures économiques pour affronter la guerre économique organisée par les secteurs de droite contre le pays.

Dans son émission "Les dimanches avec Maduro", le président a affirmé que ce lundi aura lieu la première rencontre de renégociation et de refinancement de la dette extérieure du Venezuela avec 414 créanciers.

Il a aussi assuré que la semaine prochaine commencera la discussion du projet de Loi d'Approvisionnement Souverain et de Prix fixés élaboré par l'Assemblée nationale Constituante (ANC) pour neutraliser les prix exorbitants des biens et des services.

Devant des écrivains de différents pays qui participent à la XIII^e Foire Internationale du Livre Venezuela (FILVEN) 2017, il a approuvé 11 565 000 bolivars pour payer les primes de fin d'année aux pensionnés et aux retraités du pays.

Cet important secteur comprend plus de 3 millions de vieux protégés par l'Etat, a rappelé le Président. Il a indiqué que le bon spécial de Noël accordé à 4 millions de familles inscrites dans le Système du Camet de la Patrie devra être remis avant la fin du mois de novembre. "Je souhaite qu'ils soient déposés pour le 30 novembre." Il a ajouté que ce dimanche, une journée spéciale contre la spéculation a été mise en marche avec la participation de la Garde nationale Bolivarienne et du peuple en union civique et militaire.

Dans le cadre de ces stratégies, il a noté que 11 890 commerces seront contrôlés.

D'autre part, Maduro a confirmé que mercredi prochain se déroulera une journée de dialogue avec l'opposition vénézuélienne en République dominicaine.

M. S.

TAXE SUR LES DIVIDENDES EN FRANCE

De nombreux responsables, mais pas de coupable ?

Une "construction trop rapide", une réaction tardive et un "concours de circonstances" malheureux : l'Inspection générale des Finances (IGF) a attribué lundi l'annulation de la taxe sur les dividendes à des "responsabilités plurielles", sans désigner de coupable pour ce fiasco fiscal. Comment cette taxe, instaurée sous François Hollande en 2012, a-t-elle été élaborée ? Pourquoi a-t-elle été maintenue malgré les mises en garde ? Dans un rapport de 72 pages remis au ministre des Finances Bruno Le Maire, l'IGF décortique les "mauvaises habitudes" politiques à l'origine de ce contentieux à 10 milliards d'euros. "La construction trop rapide, dans l'entre-soi, instable de cette norme a conduit à un gâchis pour les entreprises et une impasse budgétaire massive et a rendu difficile la tenue des engagements politiques pris devant les Français et vis-à-vis de nos partenaires européens", souligne ce rapport. "Les responsabilités sont plurielles, dans les sphères administratives, gouvernementales, parlementaires et chez les représentants d'intérêts", ajoute le document, rédigé par Marie-Christine Lepetit, inspectrice générale des finances

et ancienne directrice de la législation fiscale de Bercy. La taxe sur les dividendes, reposant sur une contribution additionnelle à l'impôt sur les sociétés (IS) au titre des dividendes versés aux actionnaires, a été invalidée le 6 octobre par le Conseil constitutionnel, celui-ci jugeant qu'elle induisait une "rupture d'égalité" devant l'impôt. Cette décision, qui oblige l'Etat à rembourser 10 milliards d'euros aux entreprises concernées, a conduit le gouvernement à faire voter en urgence fin octobre une "surtaxe" temporaire de près de cinq milliards d'euros, portant sur les 320 plus grandes entreprises françaises.

Selon l'IGF, les causes de ce raté fiscal sont à rechercher "pour partie dans un concours de circonstances extraordinaire, pour partie dans la chronique ordinaire des défauts français d'élaboration de la norme, pour partie dans des défauts systémiques d'ordre politique ou institutionnel".

CHOIX POLITIQUE

La taxe sur les dividendes, mise en place peu après l'élection de François Hollande pour encourager les entreprises à réinvestir leurs bénéfices, mais aussi pour com-

penser la perte de recettes liée à l'annulation d'une autre taxe, instaurée sous Nicolas Sarkozy, a en effet été bâtie dans une certaine précipitation. "La consultation sur le texte initial a été brève et limitée", souligne le rapport, qui ajoute cependant qu'il n'était pas possible d'anticiper à cette époque -- durant laquelle Emmanuel Macron occupait le poste de secrétaire général adjoint de l'Elysée -- "la nature des risques juridiques apparus ultérieurement". Pour l'IGF, la situation a toutefois changé en 2015. "C'est en effet à partir de cette année qu'apparaissent des signes d'une perception élargie de la fragilité juridique de la taxe", rappelle le rapport, citant notamment l'ouverture de "la procédure de mise en demeure par la Commission européenne". Les griefs étaient "contradictoires", et la décision finale du Conseil constitutionnel "a surpris" par sa portée, nuancent toutefois les auteurs du rapport, qui restent évasifs sur la part de responsabilité des ministres Michel Sapin et Christian Eckert, alors chargés du dossier.

"C'est à partir de février 2015 que des mesures correctrices auraient dû être prises. Il y avait là suffisamment d'éléments

pour prendre les décisions politiques nécessaires", a assuré pour sa part Bruno Le Maire, interrogé à l'Assemblée nationale sur les conclusions de l'IGF.

Le ministre, qui s'exprimait lors de la nouvelle lecture du projet de loi instaurant la surtaxe sur les 320 plus grandes entreprises, a assuré vouloir "tirer sans délai toutes les leçons" de cette affaire.

"Nous devons prendre le temps de garantir la robustesse juridique des dispositifs votés. Pour cela, toutes les parties prenantes pourraient être davantage associées en amont : entreprises, contribuables, Conseil d'Etat, Commission européenne", a-t-il déclaré. Un message jugé insuffisant par plusieurs députés, à l'image d'Eric Coquerel (LFI), qui a déploré que l'IGF n'ait pas levé le voile sur les responsabilités politiques à l'origine de ce raté fiscal.

"Il y a des responsabilités mais pas de responsables, des culpabilités mais pas de coupables", a regretté de son côté Guillaume Peltier (LR), en réclamant dans un communiqué signé par 51 députés LR la création d'une commission d'enquête parlementaire transpartisane "pour faire toute la lumière sur ce scandale d'Etat".

K. A.

UN VOYAGE TRÈS RÉUSSI

Trump achève sa visite en Asie

Donald Trump a achevé mardi une tournée marathon en Asie qui s'est déroulée sans accroc mais sans percée majeure et n'a pas dissipé le flou qui entoure sa stratégie dans cette partie du monde.

Les dirigeants de la région ont rivalisé d'efforts pour soigner un président américain notoirement sensible aux honneurs et au faste. "Ce fut un tapis rouge comme personne ne l'avait jamais vu", a-t-il raconté, ravi, estimant que ce voyage avait été "très réussi".

"Je me suis fait beaucoup d'amis, au plus haut niveau", a-t-il déclaré aux journalistes peu avant son départ. "Nous avons tous travaillé dur et je crois que les fruits de notre travail vont être incroyables".

Golf et dîner de gala à Tokyo, opéra et Cité interdite à Pékin pour une "visite d'Etat". Et à Séoul, toast présidentiel en l'honneur d'un homme qui "rend déjà à l'Amérique sa grandeur". Le locataire de la Maison Blanche, novice en diplomatie et qui a peu de goût pour les longs déplacements, a évité les faux-pas et est apparu plutôt à l'aise. Mais au-delà des photos soignées, les questions demeurent sur l'impact concret de ce long voyage.

De Tokyo à Manille en passant par Séoul, Pékin et Hanoï, le président septuagénaire a martelé deux priorités: accentuer la pression face à la menace nucléaire nord-coréenne et défendre un meilleur accès aux marchés asiatiques pour les entreprises américaines.

'RIEN N'A CHANGÉ'

Mais le bilan de ces douze jours, qui se dessinera dans la durée, pourrait être maigre.

"Si vous comparez avant et après la tournée asiatique de Trump, rien n'a vraiment changé (sur le dossier nord-coréen)", explique à l'AFP Go Myong-Hyun, de l'Asan Institute, centre de



réflexion basé à Séoul.

Pékin, premier partenaire économique de Pyongyang, "n'a rien promis de nouveau (...) et s'en tient à sa position", résume-t-il. Certains experts relèvent cependant que les échanges entre les présidents des deux premières puissances mondiales pourraient porter leurs fruits sur le moyen terme.

"Xi Jinping a très bien accueilli Donald Trump, la relation entre les deux pays est relativement stable. Dans ce contexte, il ne rejetera pas en bloc les demandes de ce dernier", prédit Cheng Xiaohu, enseignant à la Renmin University, à Pékin.

Sur les échanges commerciaux, Donald Trump, qui a accusé ses prédécesseurs démocrates et républicains d'avoir manqué de poigne pendant des décennies, a-t-il réussi à faire bouger les lignes ?

Pékin a annoncé son intention d'élargir l'accès des entreprises étrangères à son secteur financier, mais les points de blocage restent nombreux.

Conscient de n'avoir pas décroché de spectaculaires conces-

sions, le président américain a mis en avant une moisson de contrats pour un montant total de 300 milliards de dollars.

Mais nombre de ces documents, signés avec force mise en scène, sont souvent de simples lettres d'intention. Et ne changent rien sur la durée aux déficits commerciaux abyssaux de l'Amérique.

Cheng Xiaohu ne voit dans ces contrats que "des anti-douleurs qui offrent un répit temporaire dans le contentieux commercial entre la Chine et les Etats-Unis".

Au-delà, c'est sur la vision à long terme, l'évolution des rapports géo-stratégiques dans cette région cruciale pour les Etats-Unis, que les espoirs placés dans ce voyage ont été déçus.

'AMERICA FIRST'

Le grand discours de Danang, au Vietnam, vanté à l'avance par la Maison Blanche comme un moment fort de la présidence, faisait par moment plutôt penser à meeting électoral mené au son d'"America First".

Dressant le tableau d'une

Amérique victime d'"abus commerciaux chroniques", il a fustigé avec une rare violence les accords multilatéraux qui "lient les mains" de son pays.

Et sa vision d'une "région Indo-Pacifique libre et ouverte" reste à écrire. "Il reste à voir ce en quoi ce concept peut se traduire concrètement", souligne Yoshinobu Yamamoto, professeur à l'Université de Niigata.

Pour Ryan Hass, ancien conseiller Asie de Barack Obama, le voyage présidentiel a renforcé l'impression que "la région va de l'avant et accélère, tandis que les Etats-Unis regardent en arrière". Il cite en particulier la décision de 11 pays d'Asie-Pacifique de faire vivre l'accord de libre-échange (TPP) que M. Trump a quitté abruptement. Ou encore les appels de Xi Jinping à embrasser un mondialisme "irréversible" qui contrastaient avec le nationalisme économique de son homologue américain.

Sur le plan personnel, si son entente avec le Premier ministre japonais Shinzo Abe est bien réelle, sur les terrains de golf et au-delà, l'alchimie avec Xi Jinping est infiniment plus complexe.

M. Trump a mis en avant ses "très bonnes relations" avec le dirigeant chinois "un homme fort (...) plus puissant que Mao selon certains". Mais il est difficile de prédire comment la relation évoluera dans les années à venir en cas de pic de tensions.

Fait remarquable: en douze jours, le 45e président des Etats-Unis n'aura pas une seule fois évoqué la question du réchauffement climatique.

C'est précisément à Pékin, il y a trois ans, que Barack Obama était venu sceller un accord inédit avec la Chine qui allait servir de socle à l'accord de Paris sur le climat.

Un accord que Donald Trump a quitté au nom de la défense des intérêts américains.

Ikram A.

BATTU AUX LÉGISLATIVES

La gouverneure de Tokyo quitte la tête de son parti

LA GOUVERNEURE de Tokyo, Yuriko Koike, a annoncé mardi sa démission de la présidence de la formation politique nationale qu'elle a créée, le Parti de l'espoir, après sa cuisante défaite aux élections législatives anticipées le mois dernier.

Cette ancienne animatrice vedette de télévision âgée de 65 ans, qui a été ministre de l'Environnement puis de la Défense dans les années 2000, avait fondé en septembre le Parti de l'espoir, un nouveau parti de droite censé offrir une alternative au Parti libéral-démocrate (PLD) du Premier ministre Shinzo Abe.

Mais le Parti de l'espoir n'a obtenu que 50 sièges à la chambre des représentants, sur 235 candidats inscrits, à l'issue des élections législatives anticipées du 22 octobre, tandis que la coalition conservatrice emmenée par M. Abe a raté une majorité des deux tiers.

"En démissionnant de la présidence, je veux vous soutenir dans des fonctions appropriées", a déclaré mardi Mme Koike lors d'une conférence de son parti qui venait de sélectionner ses membres exécutifs.

Mme Koike a précisé qu'elle voulait se concentrer sur son mandat de gouverneure de Tokyo, ville hôte des jeux Olympiques de 2020.

"Mes responsabilités en tant que fondatrice ont pris fin", a-t-elle dit à la presse.

"En tant que gouverneure, je placerai l'administration de la ville en premier et coopérerai avec les parlementaires d'un parti de l'Espoir renouvelé", a-t-elle ajouté.

Après de premiers sondages prometteurs, la cote de popularité de Mme Koike et de son parti avait fondu, notamment parce qu'elle a renoncé à se présenter elle-même aux législatives, ce qui lui privait de fait de toute chance d'être nommée Premier ministre en cas de victoire. "C'était une défaite totale", a reconnu Mme Koike après les élections, estimant qu'elle avait été personnellement coupable d'une certaine "arrogance". "En tant que fondatrice du parti, je prendrai mes responsabilités", avait-elle alors déclaré.

Ikram A.

APRÈS LE SÉISME

L'Iran promet de mettre fin aux difficultés des sinistrés

Le gouvernement iranien a promis mardi une action énergique pour mettre fin aux difficultés éprouvées par les sinistrés du séisme ayant frappé dimanche la province de Kermanshah, où les opérations de recherche de survivants touchaient à leur fin à la mi-journée.

A l'approche de l'hiver, l'aide aux sinistrés dans cette région de l'ouest de l'Iran est un défi majeur. Selon une estimation officielle, 12.000 logements ont été détruits, et 15.000 autres endommagés par le tremblement de terre, d'une magnitude de 7,3. La République islamique observait mardi une journée de deuil national à la mémoire des victimes de cette catastrophe ayant fait 430 morts et près de 7.460 blessés, tous recensés dans la province de Kermanshah, frontalière de l'Irak, selon le dernier bilan des autorités. A cela s'ajoutent 8 morts et 336 blessés en Irak.

"Les opérations de recherche touchent à leur fin et les équipes évaluent la situation en permanence pour savoir s'il y a encore des personnes à extraire des décombres", a déclaré à la télévision publique Behnam Saïdi, porte-parole de la cellule de crise ad hoc mise en place par le gouvernement. Selon les autorités, sept villes et

près de 2.000 villages ont subi des dégâts. Plusieurs villages ont été rasés, et des dizaines de milliers de familles ont passé une deuxième nuit hors de chez eux.

"L'urgence est désormais de fournir des solutions pour le chauffage, le logement et la nourriture", a déclaré sur la télévision nationale Pir Hossein Koolivand, le chef du service national de secours iraniens. Arrivé dans la matinée à Kermanshah (environ 420 km au sud-ouest de Téhéran), le président iranien Hassan Rohani, s'est ensuite rendu à Sar-e Pol-e Zahab, la ville la plus frappée par la catastrophe.

RÉSISTANCE

"Je veux assurer tous ceux qui souffrent que le gouvernement a commencé à agir avec tout son pouvoir et qu'il s'efforce de résoudre (leurs problèmes) le plus vite possible", a-t-il déclaré, exhortant les acteurs de la reconstruction à venir et à agir de manière coordonnée.

Les tremblements de terre sont fréquents en Iran. Le séisme de décembre 2003 (31.000 morts), qui avait anéanti la ville historique de Bam (sud), et celui de juin 1990 - 40.000 morts dans le nord du pays

- restent profondément gravés dans la mémoire collective.

Les zones frappées par la catastrophe ont été un théâtre majeur des combats de la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988) et en portent encore aujourd'hui les stigmates. Sar-e Pol-e Zahab, en particulier, a été un symbole de la résistance de longue haleine de l'Iran dans cette guerre déclenchée par l'Irak.

En signe de deuil, la télévision nationale arborait un bandeau noir dans un coin de l'écran. Elle diffusait par intervalles un diaporama présentant les dégâts et les victimes sur l'air de "Sad Lisa", chanson du Britannique Cat Stevens (Yusuf Islam depuis sa conversion à l'islam).

Plusieurs journaux de la capitale ont également adopté une mise en page de circonstance sur leur pour montrer leur solidarité avec les victimes.

La province de Kermanshah est principalement peuplée de Kurdes. Fait inhabituel, le quotidien gouvernemental Iran titrait en kurde : "L'Iran pleure avec Kermanshah".

SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

Si les opérations de recherche touchaient à

leur fin à la mi-journée, les besoins en aide d'urgence étaient toujours importants. "Aujourd'hui, nous avons envoyé nos ambulances dans les villages des zones touchées par le séisme pour aider les personnes secourues hier, notamment pour changer leurs pansements ou bandages", a indiqué M. Koolivand, mentionnant aussi le déploiement d'"équipes de soutien psychologique".

Lundi, le gouvernement avait annoncé avoir envoyé à destination des sinistrés 22.000 tentes, 52.000 couvertures ainsi que près de 17 tonnes de riz et 100.000 conserves alors que plus de 200.000 bouteilles d'eau ont été distribuées.

Cité par les médias iraniens, plusieurs responsables locaux estimaient néanmoins mardi matin que les efforts de l'Etat étaient encore insuffisants pour répondre à la détresse des populations locales. Selon les autorités, la desserte en eau et en électricité était progressivement rétablie dans la majeure partie des zones touchées. Symbole d'espoir, selon l'agence de presse iranienne Tabnak, une petite fille prénommée Ava est née dans l'un des trois hôpitaux de campagne.

Nawel Z.

CAMEROUN
**Harissou soulagé
 après "trois ans de
 calvaire et
 d'humiliation"**

AU CAMEROUN, Maître Abdoulaye Harissou a pu savourer lundi dernier sa première journée de liberté. Il est sorti de la prison principale de Yaoundé dimanche soir, quatorze jours après la décision de justice qui ordonnait sa remise en liberté.

"Je suis très, très heureux, je suis très soulagé, a réagi Me Abdoulaye Harissou, lundi après sa libération. J'ai passé trois ans de ma vie détenu pour rien : trois années de calvaire, trois années d'humiliation par les responsables de la prison. Même ma famille qui venait pour m'apporter des repas était tout le temps malmenée, humiliée. Ils n'avaient vraiment aucune considération pour ma personne. J'ai passé vraiment trois années de calvaire et d'humiliation. Ce n'est pas facile à oublier."

Pour lui, sa condamnation est la conséquence de ses liens avec Marafa Hamidou Yaya, l'ancien secrétaire général de la présidence, lui-même en prison. "J'ai le sentiment, je suis même convaincu que j'ai payé le fait que je suis un ami très proche de M. Marafa qui a tous les déboires que vous connaissez avec l'Etat du Cameroun. Ceux qui voulaient faire des règlements de compte politiques à M. Marafa s'en sont pris à moi et je me suis retrouvé comme ça injustement trois ans détenu", explique-t-il.

Aujourd'hui, il est soulagé : "Quand vous n'avez pas été en prison, vous ne pouvez pas mesurer l'importance de la liberté." Me Harissou a interjeté appel pour que son innocence soit reconnue. Son coaccusé, l'opposant Aboubakar Siddiki a fait de même. Il purge une peine de 25 ans de prison ferme par le tribunal militaire de Yaoundé qui l'a déclaré coupable d'"hostilité contre la patrie". Une décision "inique", selon l'avocate de l'opposant. Amnesty International a estimé qu'Aboubakar Siddiki avait été condamné au terme d'un "procès injuste". L'ONG appelle à sa libération.

**Lors du forum de
 Dakar sur la paix et
 la sécurité en
 Afrique, de
 nombreux
 dirigeants africains
 ont lancé un appel
 pour aider leurs
 pays à assurer leur
 propre sécurité.**

À l'ouverture de la quatrième édition du Forum de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique, des chefs d'États africains ont appelé, lundi 14 novembre, à aider leurs États à assurer leur propre sécurité, y compris par une adaptation des interventions internationales aux réalités locales.

"La réponse militaire doit être solidaire et globale pour ne laisser aucun sanctuaire aux groupes terroristes", a notamment déclaré le président sénégalais Macky Sall, en présence de ses homologues rwandais Paul Kagame et maliens Ibrahim Boubacar Keïta, et de la ministre française des Armées, Florence Parly.

"Le risque aujourd'hui, c'est de voir des terroristes vaincus ailleurs chercher des zones de repli en Afrique", a-t-il ajouté en référence notamment aux revers subis par l'organisation État islamique (EI) en Irak et en Syrie. "Il faut se garder des solutions toutes faites, conçues sans les Africains", a-t-il ajouté. "Les conséquences de ces interventions, nous les vivons au Sahel, sont souvent pires que le mal qu'elles étaient censées soigner", a-t-il précisé, faisant allusion à l'intervention occidentale en



Libye en 2011. "Il faut que l'Afrique prenne en charge sa sécurité, mais pour cela il faut que nos partenaires nous accompagnent", a insisté le président sénégalais. "La maintenance des forces, les indemnités à payer, le comblement d'effectifs... Là, l'Union européenne, les Nations unies pourront venir en appoint. Mais la base doit être assurée par les Africains."

**"UNE INITIATIVE
 AFRICAINE QUI EST UN
 SUCCÈS"**

Présente à Dakar, la ministre française des Armées, Florence Parly a réitéré le soutien de la France à la "force conjointe" de lutte contre les jihadistes que

sont en train de constituer les pays du G5 Sahel, avec l'appui de la force française Barkhane déployée dans la région, soit 4000 hommes.

La force du G5 Sahel (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso et Mauritanie) est "une initiative africaine qui est un succès", a assuré la ministre française. "Je crois que c'est cela le sens de l'Histoire", a-t-elle commenté en répétant qu'il était "important que la communauté internationale apporte son plein soutien à cette initiative".

Selon le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, "la force multinationale contre [le groupe jihadiste nigérian]

Boko Haram et [celle du] G5 Sahel sont les dernières illustrations de la doctrine africaine des opérations de soutien à la paix".

"Il est de la plus haute importance que les Nations unies apportent le soutien requis à ces initiatives pour leur permettre de réaliser leur potentiel", a-t-il plaidé.

De son côté, Paul Kagame, qui présidera l'UA en 2018, a exhorté ses pairs africains à se prendre en main. "Si nous laissons les autres définir nos défis et prendre la responsabilité de régler nos problèmes, nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes", a-t-il lancé, tout en reconnaissant l'importance de la coopération internationale.

UGANDA

Museveni et Magufuli derrière Nkurunziza

Les présidents tanzanien et ougandais critiquent la décision des juges de la CPI, autorisant l'ouverture d'une enquête sur des crimes contre l'humanité présumés au Burundi.

**UNE PRISE DE POSITION
 QUI SUSCITE LA COLÈRE**

Lors d'une rencontre le week-end dernier dans l'ouest de l'Ouganda, le Tanzanien John Magufuli et son hôte Yoweri Museveni ont accusé la Cour pénale internationale de compromettre les efforts déployés par la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), dans la résolution de la crise burundaise. En ouvrant une enquête sur les crimes contre l'humanité présumés au Burundi, la Cour internationale se mêle des affaires de la Communauté d'Afrique de l'Est sans associer ses dirigeants a estimé le président ougandais. De son côté, le président tanzanien a estimé que la situation au Burundi n'était pas aussi mauvaise que ce qu'en

dit la CPI. La preuve : de nombreux Burundais réfugiés en Tanzanie sont déjà rentrés chez eux, tandis que d'autres continuent de rentrer.

RÉACTIONS INDIGNÉES

"Le président ougandais Yoweri Museveni, lui qui a combattu l'ancien dictateur ougandais Idi Amin Dada, devrait savoir c'est que c'est que vivre dans un pays où il y a la terreur qui régit tout," a réagit l'intellectuel burundais David Gakunzi, au micro de la DW. L'écrivain rappelle par ailleurs que la Tanzanie a été dirigée par un grand humaniste africain, Julius Nyerere, un homme impliqué dans la conclusion des accords de paix d'Arusha. "Aujourd'hui, voir ce pays dire que les victimes burundaises n'ont pas droit à la justice, Nyerere doit se retourner dans sa tombe ! Il faut refuser cette posture qui consiste à dire que les victimes africaines n'ont pas droit à la justice au nom de l'africanité." Réaction similaire du sociologue guinéen Bano

Barry. Selon lui, cette posture n'est que le prolongement de l'appel au boycott de la CPI dans ces pays. "Ces deux pays ont toujours protégé le président Pierre Nkurunziza," affirme-t-il. "Ils ont piloté pratiquement toute la

période de facilitation sous-régionale pour en réalité permettre à Nkurunziza de continuer à exercer le pouvoir. S'ils avaient changé quoi que ce soit, on ne serait pas dans la situation actuelle au Burundi. Le prési-

dent ougandais est le facilitateur des négociations entre les parties burundaises. Mais aussi le président en exercice de l'EAC qui regroupe la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud.

AFRIQUE DE L'OUEST

Le Niger se retire de l'ITIE

Le Niger se retire de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE). Le pays avait déjà été "suspendu" fin octobre pour progrès insuffisants. La suspension du Niger a été jugée injuste par les autorités ce qui a motivé la décision de retrait du pays. C'est du moins ce qu'a expliqué le ministre nigérien des Mines qui s'est exprimé sur le sujet devant les députés. Hassane Barazé Moussa attribue la "suspension" du Niger au fait que le Conseil d'administration

de l'ITIE s'est "mêlé d'une affaire judiciaire" en établissant un lien entre l'arrestation de certains acteurs de la société civile et "l'affaire uraniumgate". Une affaire révélée mi-février dans la presse et qui porte sur la vente, présumée douteuse et à travers de multiples intermédiaires, d'uranium nigérien. Un Collectif de la société civile avait déposé une "plainte contre X". Le Niger avait été suspendu de l'ITIE en raison notamment de "divulgaration des contrats" et de non-respect de "publication des données" sur les versements de

dividendes au profit des zones minières.

Il est également reproché au Niger "la restriction de l'espace" pour la société civile, en lien avec de récentes arrestations d'acteurs s'intéressant au secteur minier.

Pour Ali Idrissa, coordinateur du Rotab, le Réseau des organisations pour la transparence et l'analyse budgétaire au Niger, ce retrait de l'ITIE est une mauvaise nouvelle. Cliquez sur la photo ci-dessus pour écouter sa réaction.

COUPE DU MONDE 2018

Italie, les raisons d'un fiasco

Éliminée en barrage contre la Suède avant-hier, la Nazionale n'est plus que l'ombre du quart-de-finaliste combatif du dernier Euro.

Le président de la Fédération italienne avait affirmé qu'une élimination en barrage équivalait à "une catastrophe". Elle a eu lieu. Pour la première fois depuis 1958, les Italiens ne pourront plus vibrer derrière leur sélection lors d'une Coupe du monde. L'Italie, qui n'avait plus connu de barrages depuis 1997 (contre la Russie 1-1, 1-0), a été éliminée à ce stade de la compétition contre la Suède.

Vendredi, à Stockholm (défaite 1-0), les Italiens avaient été bousculés par l'impact physique de leurs adversaires, agacés par l'arbitrage (nez cassé de Bonucci par un coup de coude non sanctionné, carton jaune contre Verratti) et surtout incapables de se montrer dangereux offensivement. Ce lundi soir, à Milan, dans un stade de San Siro surchauffé, l'Italie a fait preuve d'orgueil, a dominé, tiré 25 fois au but (dont seulement 6 tirs cadrés), mais a manqué cruellement d'idées et de réalisme face au gardien suédois, Robin Olsen, décidément irrésistible (0-0). La note aurait même pu être plus salée si l'arbitre de la rencontre avait sifflé les mains dans la surface de réparation de Darmian (13e) puis de Barzagli (28e).

Au-delà de l'affect des fans italiens, il y a la réalité cruelle d'une équipe qui peine à offrir un jeu alléchant. Le sélectionneur Giampiero Ventura (69 ans), qui devrait rapidement perdre son poste, s'est entêté dans un rigorisme tactique où les attaquants ont tant de mal à s'exprimer. Mais, pour y parvenir, autant faut-il qu'ils soient sur le terrain, ce qui est rarement le cas de Lorenzo Insigne (26 ans, Naples), l'attaquant le plus brillant du pays. Au match aller, il n'a fait son apparition sur le terrain que durant le dernier quart d'heure comme milieu relayeur. Pire, il n'est même pas entré sur la pelouse de San Siro pour le retour !

Sans Insigne et Balotelli (non sélectionné) et avec un El Shaarawy au faible temps de jeu, l'attaque transalpine est bien pâle : les Italiens n'ont plus remporté de match par deux buts d'écart depuis juin dernier et une victoire face au très faible



Liechtenstein (5-0). Mais les manques criants de la sélection sont apparus aux fans et à la presse transalpine en septembre dernier après la claque reçue à Santiago Bernabeu, l'ancre du Real Madrid, face à l'Espagne (3-0).

Ce soir-là, tous les tifosi rêvaient de revoir le même scénario que durant l'Euro en France, où l'Italie d'Antonio Conte avait éliminé une Espagne vieillissante (2-0). Mais la soirée madrilène de septembre a davantage ressemblé à la finale de l'Euro 2012, quand la Roja avait surclassé la Nazionale (4-0). L'absence de Giorgio Chiellini pour blessure avait poussé Giampiero Ventura - le successeur d'Antonio Conte - à évoluer en 4-2-4. Sauf qu'au milieu du terrain l'Italie a pris l'eau, dépassée par la vitesse d'exécution des Espagnols portés par Isco (auteur d'un double). Avec un tel manque de fond de jeu, de caractère, d'identité et de réalisme, la Nazionale semblait découvrir ses failles. Si Conte est parvenu à sublimer ses joueurs, Ventura, lui, n'a jamais réussi à hisser l'équipe au même niveau.

VERRATTI, SYMBOLE DE LA DÉROUTE

Au cœur de la déroute espagnole, un homme a notamment concentré les critiques : Marco Verratti (25 ans), auteur de nombreuses pertes de balle pendant la rencontre et clairement fautif sur un but espagnol. Le milieu de terrain, adulé au Parc des princes sous la liquette parisienne, ne dégage pas la même aura en sélection. Ses mésaventures avec l'équipe nationale ne risquent pas de s'arrêter. Aujourd'hui, il est désigné par la presse et les spectateurs comme l'un des responsables de ce fiasco suédois après une prestation en demi-teinte lors du match aller avec un carton jaune qui l'a privé du retour. Critiqué par la presse italienne, il l'est aussi par des stars du football italien : Andrea Pirlo a ainsi affirmé qu'il "s'était perdu sur le

terrain". Cruel, ce dernier vient de prendre sa retraite et sa déclaration sonne comme un cri d'alarme sur la faiblesse de Verratti, censé être son héritier.

BUFFON, LES LARMES DU GUIDE

Si Marco Verratti, par son âge, peut encore croire à la rédemption sous le maillot national, ce n'est plus le cas de la génération 2006, celle qui a emmené l'Italie au titre mondial face à la France. Son plus beau symbole est Gianluigi Buffon qui a disputé ce lundi son 175e et dernier match avec la sélection, lui qui aurait pu devenir le premier joueur à disputer six phases finales de Coupe du monde.

Il y a eu lundi soir un condensé de ce que le portier a apporté pendant toute sa carrière internationale : de l'élégance (il a applaudi l'hymne suédois quand celui-ci était sifflé par une partie du public), de l'abnégation pendant toute la rencontre et un respect total pour les tifosi, s'excusant auprès d'eux à la fin de la rencontre. Ironie de l'histoire, il avait débuté avec le maillot de l'Italie lors d'un match de barrage, il y a 20 ans... L'issue avait été différente.

UNE ÉQUIPE À RECONSTRUIRE...

Mais, au-delà de leur gardien de but, les Italiens seront forcés de tourner la page d'un effectif vieillissant. Les deux autres rescapés du sacre de 2006 face à la France, le milieu Daniele De Rossi (34 ans) - qui a refusé d'entrer en jeu lundi pour favoriser une solution offensive - et le défenseur Andrea Barzagli (36 ans), devraient mettre un terme à leur carrière internationale. Par ailleurs, Giorgio Chiellini (33 ans), Marco Parolo (32 ans), Eder (30 ans), Claudio Marchisio (31 ans) ou encore Antonio Candreva (30 ans) vont sans doute s'interroger sur la suite de leur carrière internationale. La Nazionale devra se

reconstruire avec dans les cages un autre Gianluigi, le prometteur Donnarumma (18 ans, AC Milan), ou encore Lorenzo Pellegrini (21 ans, AS Rome) et Roberto Gagliardini (23 ans, Inter Milan) au milieu du terrain. En plus de l'équipe nationale, ces jeunes joueurs doivent s'attacher à la lourde tâche d'élever le niveau d'un championnat, le Calcio, qui semble à la peine depuis plusieurs saisons. En cause : la crise financière qui a secoué les clubs, dont l'illustration la plus criante est la faillite du club de Parme il y a deux ans. Le Calcio reste le championnat le plus endetté d'Europe avec 290 millions d'euros de dette l'an dernier !

Sur le terrain, la domination sportive hégémonique de la Juventus Turin, finaliste de la dernière Ligue des champions, ne permet pas encore l'émergence d'une réelle concurrence. Pire, avec un contingent important de joueurs étrangers et un jeu trop souvent stéréotypé, difficile de faire émerger une réelle identité de jeu transposable à la sélection.

Dans ce ciel assombri, une (légère) éclaircie est perceptible depuis cet été.

Les vingt clubs du Calcio ont en effet dépensé 898 millions d'euros durant le dernier mercato, à l'image des deux clubs de Milan (l'Inter avec 86,6 millions d'euros dépensés et l'AC Milan avec 194,5 millions d'euros). Le jeu développé par Maurizio Sarri, ambitieux et enthousiasmant, apparaît comme un motif d'espoir. Mieux, tous espèrent en Italie que le fait de disposer dès l'an prochain de quatre représentants en phase de poules de Ligue des champions puisse contribuer à créer un nouveau cercle vertueux.

Le chemin semble long. Surtout pour la nouvelle génération qui aura un défi de taille : faire oublier l'affront de la non-qualification à la Coupe du monde 2018.

LIGUE 1 MOBILIS (11^e J)

Deux matchs à huis clos pour l'USM Alger

L'USM ALGER a écopé de deux matchs à huis clos pour "jets de projectiles ayant entraîné blessure d'un joueur du CSC" lors de sa rencontre face au CS Constantine (1-2) disputée samedi au stade Omar Hamadi (Bologhine) pour le compte de la 11ème journée du championnat de Ligue 1 Mobilis.

L'USM Alger devra en outre s'acquitter d'une amende de 200.000 DA, indique la Ligue de football professionnel (LFP).

Avec cette sanction infligée par la commission de discipline de la LNF réunie ce lundi, l'USM Alger jouera ses deux prochaines rencontres à domicile sans la présence du public à commencer par celle contre la JS Saoura prévue jeudi prochain à 17h00 au stade Omar Hamadi pour le compte de la 12e journée.

D'autre part, l'entraîneur adjoint de l'USM Alger Mustapha Aksouh est suspendu un match pour contestation de décision, plus une amende de 30.000 DA.

L'USM Alger occupe actuellement la 11e position au classement de L1 avec 12 points et trois matchs en moins contre respectivement le MC Alger, l'US Biskra et l'ES Sétif.

Par ailleurs, le joueur Aïb Mohamed du DRB Tadjenant est sanctionné de trois (03) matchs de suspension ferme et 30.000 DA pour voie de faits lors de la rencontre contre l'USM El Harrach (1-1).

De son côté, l'entraîneur des gardiens de but du MC Alger Nouioua Tarik est suspendu 1 mois plus 50.000 DA pour comportement anti sportif lors de la défaite de son équipe face au NA Hussein-dey (1-0) en match de la 11e journée disputé au stade 20 aout (Alger).

Le joueur de l'US Biskra Benamara Youcef, exclu lors du match perdu contre Paradou (1-0) est suspendu jusqu'à son audition le lundi 20 novembre.

L'entraîneur du CR Belouizdad Todorov Ivika a écopé pour sa part d'une mise en garde et 50.000 DA d'amende.

Enfin, la JS Kabylie (récédive), DRBTajenant, USM El Harrach, USM Blida et la JS Saoura ont écopé chacun d'une amende allant de 30.000 DA à 60.000 DA pour utilisation de fumigènes.

MASTERS

Rafael Nadal déclare forfait à cause de son genou

C'était trop beau pour être vrai. Rafael Nadal, auteur d'une saison fantastique, remportant deux tournois du Grand Chelem sans que son corps s'en plaigne. Le numéro un mondial a dû quitter le Masters de Londres en raison d'une blessure au genou devenue trop handicapante. Son mental lui a bien permis de lutter jusqu'au bout contre David Goffin, lundi, pour son entrée en

lice (défaite en trois sets, 6-7, 7-6, 4-6), mais en vain. Saison terminée pour Rafael Nadal ! Victime d'une rechute au genou face à Goffin, le No.1 déclare forfait pour la suite du Masters de Londres.

"J'ai essayé du mieux que j'ai pu, j'avais un engagement, envers ce tournoi, envers moi-même, mais ça n'aurait pas eu de sens de continuer", a déclaré le joueur, blessé à un genou. "C'était

déjà un miracle" de jouer ce match, a-t-il confié.

BLESSÉ DEUX MOIS AVANT L'OPEN D'AUSTRALIE

Après son forfait au Masters 1000 de Paris-Bercy, il avait affirmé vendredi dernier qu'il "espérait" être remis à temps pour défendre ses chances lors du tournoi des maîtres, mais il s'est révélé diminué physiquement lors de

son premier match. Du coup, on est un peu inquiet pour Rafa, qui a toujours beaucoup de mal à se remettre de ses blessures au genou.

Le meilleur joueur du monde a tout juste deux mois pour se soigner en vue du premier tournoi du Grand Chelem de la saison 2018, à Melbourne. L'Open d'Australie commencera le 15 janvier prochain.

0,6

Le produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a progressé de 0,6% au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, a indiqué mardi l'Office européen de statistiques Eurostat, confirmant ainsi sa première estimation.

DAECH ANÉANTI PAR L'ARMÉE SYRIENNE ET SES ALLIÉS

À qui le tour ?

Fin septembre 2015, la Russie intervient dans la lutte antiterroriste en Syrie à la demande du gouvernement légitime de ce pays, sous le feu des critiques occidentales. Alors que l'opération touche à sa fin, ses résultats parlent d'eux-mêmes.

C'est fait. La Syrie et ses alliés ont vaincu Daech et ses soutiens. La ville d'Abou Kamal, ville syrienne frontalière avec l'Irak, dans la province de Deir ez-Zor, a été reprise par les forces gouvernementales syriennes, avec le soutien de ses alliés.

Au-delà d'une grande victoire stratégique et de l'anéantissement de Daech en tant que "califat" qui s'était imposé en terre syrienne, rappellons plusieurs points importants :

Premièrement, le gouvernement syrien sort bel et bien vainqueur de cette terrible guerre, qui a été imposée à la Syrie par une large coalition, qui souhaitait réaliser des projets malsains aussi bien pour ce pays millénaire, que pour une région déjà tellement martyrisée. La secte rétrograde de Daech est vaincue. La population se trouvant en territoire sous contrôle gouvernemental dépasse les 90%.

S'ajoute à cela le retour de plus en plus visible des réfugiés syriens qui ont fui leur pays à cause du terrorisme et non pas "à cause d'Assad", comme le prétendaient les grands titres de la presse mainstream ces dernières années. Plus d'un demi-million de personnes sont déjà rentrées chez elle, a confirmé l'ONU.

Deuxièmement, le monde entier a été témoin des paroles et des actes des protagonistes de cette tragédie. Etant Russe, appartenant à la dernière génération née en URSS, ayant grandi à l'étranger et entendu tellement de fois que mon pays n'allait jamais se relever, je ne cache pas le malin plaisir de voir les russophobes de service se faire tout petits. Car il n'y a en effet pas grand-chose à dire : en deux années d'intervention en Syrie, dans un cadre strictement légal et respectueux de la souveraineté syrienne, la Russie a fait ce qu'une large "coalition" de pays, États-Unis à leur tête, n'ont pas fait en plus de trois ans, même en petite partie.

Deux questions en ressortent logiquement. Les USA et leurs alliés ne seraient-ils donc pas si forts et invincibles -comme le prétendaient leurs médias depuis la fin de l'URSS- que cela? Ou est-il simplement devenu flagrant que lesdites forces sont prêtes à utiliser des extrémistes de la pire espèce, massacrant des milliers d'êtres humains, dans le seul but d'arriver à réaliser leurs objectifs géopolitiques, en tentant d'éliminer une nation assumant pleinement sa souveraineté et refusant l'asservissement, d'où leur manque évident de volonté de combattre le terrorisme? Personnellement, j'opte pour les deux réponses. A chacun de tirer ses propres conclusions.

Une chose est néanmoins cer-

taine : le monde entier a été témoin de l'efficacité des armes russes, ainsi que de la détermination de Moscou à briser la colonne vertébrale du terrorisme international, selon les termes employés par l'ex-chef des Forces aériennes de Russie Viktor Bondarev, désormais sénateur.

De plus, l'intervention russe a donné aux yeux de tous, la vraie signification du terme "allié". Être un allié n'a absolument rien à voir avec les "valeurs" néocoloniales de certains, en vue d'imposer leur volonté sous le noble prétexte "d'intervention humanitaire". A bon entendre... La conséquence à moyen terme de cette démonstration est que le nombre de pays de la région -et même bien au-delà- désireux de bâtir des relations fortes avec la Russie ne fera qu'augmenter.

Et si certains ont besoin de cours particuliers sur la façon d'anéantir une secte rétrograde et terroriste, armée jusqu'aux dents et ayant occupé plus de 70% du territoire d'un pays, ils peuvent s'adresser à la Syrie et ses alliés. Et maintenant, à qui donc le tour? En Syrie, ce sont les derniers éléments d'Al-Qaïda, eux aussi largement épargnés par la coalition occidentale, qui sont désormais dans le collimateur. Car le néocolonialisme occidental, qui a vu l'un de ses bras armés en Syrie amputé, continue d'exister. Et c'est pourquoi la confrontation est loin d'être finie.

ASSAD REMPORTE UNE VICTOIRE STRATÉGIQUE CONTRE LES USA

La "course pour l'Euphrate" qui oppose la coalition proaméricaine et l'armée syrienne s'est soldée par la victoire de cette dernière.

La ville d'Abou Kamal, depuis laquelle des Kalibr russes étaient régulièrement tirés ces derniers temps, a été libérée, écrit vendredi la revue en ligne Vzgliad. Mais pourquoi cette petite ville était-elle fondamentale pour le Pentagone et la CIA?

La nuit dernière, l'armée gouvernementale syrienne a pris possession d'Abou Kamal, une petite ville syrienne située à la frontière entre la Syrie, l'Irak et la Jordanie. Le rôle de l'aviation et de la marine russe dans l'opération pour libérer la ville, qui était qualifiée de "dernier bastion de Daech sur le territoire syrien", a été crucial.

Cette ville a été - trop - longtemps contrôlée par les djihadistes en raison de sa situation de base arrière. Au sud Daech contrôlait tout le territoire jusqu'à Bagdad, au nord jusqu'à Raqqa, à l'ouest jusqu'à Palmyre. Personne ne s'intéressait à la minuscule ville au bord de l'Euphrate jusqu'au moment où l'armée gouvernementale syrienne, soutenue par l'aviation russe et les forces d'expédition, est passée à l'offensive.

C'est ainsi qu'a commencé la course pour l'Euphrate pour savoir qui prendrait plus rapidement le contrôle de la frontière juridique de la Syrie avec l'Irak et la Jordanie. Durant cette étrange guerre, les forces proaméricaines de l'ancienne "opposition modérée" empêchaient par tous les moyens les troupes gouvernementales et les forces affiliées (les Perses, par exemple), agissant tactiquement au profit de Daech.

A l'approche d'Abou Kamal, les Américains ont déployé une station de transmission pour appeler les habitants à s'insurger contre le régime de Daech. Tout

comme dans les manuels. Sauf que personne ne s'est révolté.

La prise de la ville était censée représenter pour les Américains le principal épisode de leur lutte contre Daech. Tout a commencé pendant l'été 2016, quand les djihadistes avaient essuyé plusieurs défaites douloureuses contre l'armée syrienne et le corps d'expédition russe avec l'aviation. Cette opération aurait pu faire revenir les USA dans la guerre en Syrie en tant qu'acteur réel et non une marionnette docile utilisée à leur guise par les Kurdes et les vestiges de l'opposition "modérée".

Puis, quelque chose est allé de travers. La radio propagandiste a été la première à se taire, puis les agents de la CIA ne répondaient plus, après quoi le convoi a disparu. Les spécialistes américains et britanniques accompagnant le convoi sont portés disparus jusqu'à ce jour. Quoi qu'il en soit, le convoi de la Nouvelle armée syrienne allant vers Abou Kamal était resté sans couverture aérienne et les djihadistes l'ont tout simplement décimé.

Sur 100 hommes, 40 ont été tués sur place. Une vingtaine a été prise en otage puis décapitée. On ignore le sort des Américains et des Britanniques. Mais toute l'"armée" formée par la CIA s'est littéralement évaporée dans le désert.

C'est ainsi qu'Abou Kamal est devenue pour les Américains un nouveau symbole de défaite insensée.

Au 6 novembre, l'armée gouvernementale irakienne avait nettoyé la ville voisine d'Abou Kamal, Al-Qaim. Avec cette libération, l'opération pour repousser Daech de l'ouest de l'Irak peut être considérée comme achevée.

M.G.E.

Post scriptum

Par B. Chellati

Les principes et les valeurs partagées sont les priorités qui guident aujourd'hui le comment, la question du comment améliorer, modifier le chemin socio-économique pour atteindre son but. Quelles sont les voies les plus importantes à poursuivre, modifier ou commencer à offrir au regard des défis actuels qui se posent au pays ? Et enfin pouvoir être capable d'effectuer les changements qui auraient une grande incidence sur l'habilité à offrir des rendements de qualité.

En tant que " somme " de travail immédiat regroupé, il s'agit d'aller droit vers une vision commune. Une nouvelle vision qui a besoin d'être peaufinée et se fondant sur les secteurs économiques prioritaires à mettre en évidence pour faire face à la crise actuelle difficile que traverse le pays. A présent, il s'agira de créer un énoncé de tâches et de manière à ce que chaque partenaire ait la chance d'apporter sa contribution à cette sortie de crise. Le but serait l'analyse et la réponse à une situation d'urgence sur le plan financier et économique et de mettre en évidence les facteurs internes et externes qui peuvent aider à déboucher sur l'efficacité de l'économie nationale et à lui offrir les socles pertinents et les pistes à exploiter pour surmonter les faiblesses économiques. Ainsi, mettre en relief les facteurs d'ordres politique, écono-

mique et social qui ont une incidence sur la mauvaise conjoncture actuelle, exige une mission économique de changement, un effort extraordinaire. Dans cette voie, les changements à apporter aux comportements politiques et sociaux nécessitent eux aussi une modification des approches. L'objectif s'applique donc à l'ensemble et de portée générale. Règle générale, il s'agit d'énoncer qui indiquent une sphère socio-économique désirée.

Les buts et les objectifs peuvent aussi être définis à l'échelon macro-économique, qui peuvent comprendre les partenaires sociaux et économiques, les syndicats, le patronat, la société civile, les collectivités locales, etc. Les buts de cette mission collective au service de l'économie nationale découleront de la finalité macro-économique, qui peut comprendre le comportement de tout le monde. Mettre ainsi en valeur de nouveaux éléments courants de la planification stratégique appelle désormais à la définition d'un but à un objectif et vice-versa et ne point oublier de suivre le cheminement logique en allant du général au spécifique, de se concentrer sur la description du changement qui améliore le problème économique ou social à résoudre. Atteindre la finalité de ces actions, il faut donc se fixer sur des objectifs. Un objectif est avant tout un but précis que se propose l'action. Les objectifs sont spécifi-

ques, mesurables, réalisables, réalistes et de durée limitée. Cela exige une approche concertée pour la prise en charge des questions sociales et économiques en appuyant les initiatives connexes avec le milieu des affaires permettant d'étayer une stratégie nationale d'amélioration des indicateurs sociaux et économiques, et d'améliorer la productivité de l'économie nationale et le milieu de la recherche.

C'est dire qu'il faut oser imaginer ce qui est possible, et par conséquent être : ensemble pour déterminer une vision réaliste mais stimulante. Prendre conscience de cet impératif, il faut être nombreux dans les rangs du renouveau national qui est jusqu'à présent l'un des plus qualifiés pour faire de la situation de l'Algérie une analyse pénétrante et une évaluation économique et sociale viable. Mais cette analyse-vision a besoin d'être peaufinée en se basant sur des principes directeurs et les valeurs partagées des priorités qui guident l'aisance économique et sociale, soit une prise de décision par consensus portant sur un énoncé de tâches et les raisons pour lesquelles elles doivent être accomplies tout en se fixant les secteurs à servir.

En effet, le but des mesures annoncées par le gouvernement est en rapport avec la crise économique et financière difficile que traverse le pays en raison de difficultés de tré-

sorerie suite à la chute continue des cours pétroliers depuis la mi-mai 2014. Faire face à tant de défis économiques et sociaux exige une organisation nécessaire complètement modifiée et des mesures pertinentes pour surmonter les faiblesses de l'économie nationale, une meilleure maîtrise des facteurs d'ordres politique, économique et social qui ont des incidences sur l'ensemble de la collectivité nationale et ainsi faire des changements à apporter aux comportements politiques et sociaux, une priorité tendant à une modification des approches ; faire dans la recherche des ressources et des moyens dont auront besoin ces défis.

Ces défis s'appliquent à l'ensemble et leur dépassement est de portée générale. Règle générale, il s'agit d'énoncer qui indiquent un résultat à la fois socio-économique et sociopolitique dont les buts, les objectifs peuvent être assumés et accomplis à plusieurs niveaux et surtout définis à l'échelon macro-économique, qui peut comprendre l'environnement, les partenaires sociaux et économiques, le patronat, le syndicat, la société civile et les collectivités locales, etc., c'est-à-dire " surligner " la définition des objectifs sur un tableau de bord consistant. Atteindre le sommet de la maîtrise de la présente crise, c'est un objectif précis que se propose l'action du gouvernement.

B. C.

Oser imaginer ce qui est possible